

114.2

BP44

KPB – archief Archives PCB  
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC  
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB

DOOS 15  
PB / BP 44  
nummer:

L15.2

44



Communiqués de presse du BP  
FR, 1971-1987

3P44\_01



Communiqué de presse du Bureau Politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Les accords de programmation sociale conclus mardi dernier, sont à la fois trop vagues, et en deça de ce qui pouvait être obtenu sur le plan interprofessionnel.

En aucune façon, le dossier économique-social ne peut donc être considéré comme clos, en particulier pour ce qui concerne la protection des salaires et traitements contre la vie chère.

Une fois de plus, le gouvernement a aidé le grand capital belge dans ses tentatives d'échapper à ses responsabilités dans la baisse générale du pouvoir d'achat.

Les profits exclusifs accumulés par le patronat dans la haute conjoncture sont maintenus.

L'indexation des barèmes fiscaux, l'impôt spécial sur les bénéfices des sociétés, le contrôle public des prix de fabrication, la mise à charge des patrons des cotisations sociales, ne peuvent sans cesse être remis aux calendes grecques.

Les résultats trop maigres obtenus mardi, l'ont été néanmoins sous la pression ouvrière.

Le projet d'une journée nationale d'action reste donc justifié.

Le Bureau Politique du P.C.B.  
Bruxelles, le 9 avril 1971.



Communiqué de presse du Bureau politique du Parti communiste  
de Belgique.

Les luttes ouvrières qui se poursuivent confirment que les négociations interprofessionnelles du début du mois n'ont pas apporté aux travailleurs les compensations que nécessite la hausse du coût de la vie.

Les faits démontrent qu'il faut continuer et développer l'action pour les principales revendications interprofessionnelles : l'indexation des barèmes fiscaux, le contrôle démocratique de la fixation des prix, la mise à charge du patronat des cotisations sociales.

Ces objectifs suffisent à justifier le maintien du projet syndical d'une journée nationale d'action. Seule une grande action au niveau interprofessionnel peut permettre aux travailleurs du secteur privé et des Services publics de réaliser ces objectifs, inséparables des revendications salariales posées sur le plan professionnel et dans les entreprises.

En ce qui concerne le contrôle des prix, le Bureau politique constate que l'on ne possède, en fait, aucune précision sur le contenu de l'avant-projet mis au point par le ministre Cools. Malgré tout le bruit qu'il a soulevé, cet avant-projet reste vague et sa portée semble purement administrative. En tous cas, aucun effet pratique immédiat ne peut en être attendu pour enrayer la vie chère.

Le Bureau politique charge donc le groupe parlementaire communiste d'interpeller rapidement le ministre des Affaires économiques afin que celui-ci explique clairement ses intentions devant le Parlement et l'opinion publique.

Bruxelles, le 16 avril 1971.



Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique, réuni le 25 avril 1971,  
Après avoir entendu un rapport de Louis Van Geyt sur le problème des agglomérations et fédérations de communes, tel qu'il se pose après le retrait du projet de loi 868,

Souligne la nécessité, du point de vue des intérêts des travailleurs, d'une politique de regroupement des communes étroitement liée à la démocratisation des institutions politiques locales,

Le Comité Central considère,

1. que les regroupements de communes doivent être dotés dès le départ de conseils élus au scrutin direct et proportionnel,
2. que le pouvoir central doit leur restituer les ressources et les compétences d'ordre communal et intercommunal, dont il s'est progressivement accaparé et leur en attribuer de nouvelles, notamment en matière de développement régional, aménagement du territoire, grands équipements socio-culturels, transport intercommunal, etc...
3. que la création des agglomérations et fédérations de communes doit aller de pair, surtout dans les grandes communes, avec la mise en place de conseils de quartier qui seraient chargés: a): de faire connaître les besoins de la population au pouvoir communal, b): d'informer et de conseiller la population sur les problèmes de gestion communale et intercommunale.

Le Comité Central invite les forces ouvrières et démocratiques à faire leurs conceptions et ~~à~~ les défendre avec force auprès des parlementaires, ~~en particulier ceux du P.S.B. et de la démocratie-chrétienne,~~ afin que le nouveau projet gouvernemental soit conforme aux intérêts des travailleurs.

Le Comité Central du Parti  
Communiste de Belgique,  
Bruxelles, le 25 avril 1971



Communiqué de presse.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a examiné le bilan des derniers travaux parlementaires.

Tout en formulant les plus expresses réserves sur les conditions dans lesquelles, à la faveur de la bousculade de fin de session, le gouvernement a obtenu le vote d'une série de loi-cadres lourdes de conséquences - notamment en ce qui concerne les enseignements secondaire et supérieur - le Bureau Politique s'est préoccupé essentiellement du premier paquet de lois communautaires, votées par les deux Chambres sous le signe de l'entente restaurée des trois partis traditionnels.

Le Bureau Politique constate que, contrairement aux intentions proclamées lors de la revision de la Constitution, ces lois comportent, tant en matière d'"autonomie culturelle", que de fixation du statut de l'agglomération et de la périphérie bruxelloises, un minimum de décentralisation des compétences et des moyens vers les régions et un maximum de concentration du pouvoir de fait entre les mains de l'Exécutif central, c'est-à-dire, du gouvernement, de la haute administration, et des groupes de pression liés au grand capital national et international qui les conditionnent.

Il résulte d'ailleurs d'indiscrétions précises et concordantes, que les chefs de file de la coalition C.V.P.-P.S.C.-P.S.B. au pouvoir, se préparent de concert avec les dirigeants conservateurs et unitaristes du P.L.P., à soumettre aux Chambres, après la rentrée, un projet de "loi régionale" (destiné, selon l'article 107 quater de la Constitution à doter la Flandre, la Wallonie et Bruxelles d'organes représentatifs dotés de pouvoirs réels) s'inspirant des mêmes principes fondamentalement centralisateurs et anti-démocratiques.

C'est pourquoi, le Bureau Politique met en garde contre la persistance, notamment dans les milieux socialistes et chrétiens partisans, tout comme les communistes, d'une réforme régionale véritable, de l'illusion selon laquelle la politique menée par le gouvernement, en s'appuyant sur un tripartisme "aménagé" favoriserait la réalisation de cette réforme.

Seule, la relance de l'action unie ou convergente de l'ensemble des forces qui, dans les trois régions, aspirent à doter celles-ci de pouvoirs réels, pourra contraindre le gouvernement à s'engager réellement dans cette voie, plutôt qu'à mener à son terme un aménagement des structures de l'Etat qui vise, en fait, le résultat inverse.

Bruxelles, le 23 juillet 1971  
Le Bureau Politique du  
Parti Communiste de Belgique



Communiqué.

Les communistes belges s'inclinent avec respect devant la mémoire du camarade Abdel Khalek Mahjoub, secrétaire général du Parti Communiste soudanais, assassiné sur l'ordre du dictateur Noemeiry, après un simulacre de procès qui compromettra à jamais les actuels dirigeants soudanais.

Le camarade Mahjoub a ainsi partagé le sort réservé à Chafei El Cheikh, secrétaire général des syndicats soudanais et vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale, et à nombre d'autres communistes, progressistes et patriotes véritables, qui ont été victimes de la répression sanglante exercée ces derniers jours par Noumeiry et les siens.

Non seulement le peuple soudanais, mais aussi le monde arabe en lutte pour son indépendance, pour sa libération du joug impérialiste et féodal, pour son émancipation politique et sociale, perdent en eux des dirigeants de grande valeur et respectés de tous.

C'est dans leur esprit que les meilleurs fils des peuples arabes poursuivront la lutte, y compris là où aujourd'hui, des forces nationalistes réactionnaires essaient de reprendre le dessus.

Abdel Khalek Mahjoub, Chafei El Cheikh, leurs camarades et amis soudanais, les combattants palestiniens victimes de la répression d'extrême-droite, resteront des exemples pour le mouvement de libération arabe.

Le Parti Communiste de Belgique continuera à honorer leur mémoire. Il présente au Parti Communiste Soudanais, ses plus profonds sentiments d'affliction et de solidarité.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique appelle tous les communistes belges et toutes les organisations du parti à se joindre à lui pour traduire ces sentiments de façon appropriée.

Le Bureau Politique du P.C.B.  
Bruxelles, le 30 juillet 1971.



## COMMUNIQUE

La décision prise par l'administration Nixon de laisser "flotter" le dollar et d'imposer une surtaxe de 10% à l'entrée aux Etats-Unis des marchandises produites dans les autres pays, démontre l'ébranlement du système financier capitaliste dont le dollar se trouve au centre.

Au-delà de la remise en cause du système monétaire international des pays capitalistes, déjà dégradé, cette décision confirme non seulement le délabrement financier et économique, mais aussi politique, du système capitaliste.

La crise du capitalisme monopoliste d'Etat n'est plus à nier.

§§§

Le financement des dépenses de guerre inhérentes à l'impérialisme américain et notamment celles de la guerre au Vietnam a sapé le dollar et toutes les monnaies capitalistes liées à celui-ci.

L'administration Nixon cherche une **issue** à la crise dans laquelle elle a entraîné les U.S.A.

Le plan Nixon ne vise rien d'autre qu'à rejeter une partie du chômage aux Etats-Unis sur les autres pays capitalistes, y compris le nôtre. Les mesures prises par l'administration américaine provoqueront aussi dans notre pays une détérioration de la situation économique, stimuleront l'inflation et se répercuteront sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

Les monopoles capitalistes, ceux d'outre-Atlantique et ceux d'ici, rivaliseront entre eux pour rejeter les frais de cette opération sur le dos des salariés et appointés.

Et à aucune des opérations monétaires qui suivront en cascade, la recette miraculeuse ne sera présente.

Il appartiendra aux travailleurs et à leur organisations de s'unir contre la politique néfaste des monopoles capitalistes, contre le gouvernement et les hommes politiques à leur service, en exigeant le retrait des troupes américaines du Vietnam, en développant une action vigoureuse pour le maintien de l'emploi et la défense du pouvoir d'achat.

Le Bureau Politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 17 août 1971.



## COMMUNIQUE

Les enseignants communistes des différentes régions du pays, réunis à Bruxelles le 30 août 1971

se réjouissent de la détermination du Front Commun Syndical des enseignants de conquérir rapidement une vraie valorisation pécuniaire de la fonction enseignante applicable à partir du 1.1.1972 (communiqué du Front Commun du 27 avril 1971); ceci implique que les accords aient été conclus pour le 1er octobre 1971 au plus tard;

les enseignants communistes estiment que les revendications formulées par les organisations syndicales et appuyées par la grève impressionnante des 24, 25 et 26 mai devraient être réaffirmées dans l'immédiat par de dynamiques assemblées du personnel;

soulignent que la lutte des enseignants fait partie intégrante de la lutte de tous les travailleurs du secteur public;

considèrent qu'il appartient au Gouvernement de trouver les crédits nécessaires, les organisations ouvrières s'étant prononcées formellement contre toute politique de revenus. Il convient que le Gouvernement modifie ses prévisions budgétaires en tenant compte des besoins réels des agents des services publics.

Les enseignants communistes rappellent en outre que l'indexation des barèmes fiscaux n'est pas encore réalisée, ce qui lèse gravement l'ensemble des travailleurs;

attirent l'attention des parents et de leurs associations sur la convergence des intérêts de l'enfant, du maître et de l'école.

Les enseignants communistes.

Bruxelles, le 31 août 1971.



Communiqué

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique a appris avec émotion la mort de Frans Masereel, artiste éminent de notre pays. Il s'incline devant la mémoire de cet homme qui ne fut pas seulement un graveur admiré dans le monde entier, mais aussi un progressiste qui, toute sa vie, fut aux côtés du mouvement ouvrier et mêlé à ses luttes pour la démocratie, la paix et le socialisme.

Le Bureau politique  
du Parti communiste.

Bruxelles, le 4 janvier 1972.



## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste a examiné les éléments connus du programme de législature que le PSC et le PSB sont en train d'élaborer en vue de la formation du gouvernement. Ces éléments font déjà apparaître que rien ne sera changé fondamentalement à la politique suivie avant les dernières élections.

Le prochain gouvernement entend se conformer aux directives du grand capital en matière économique et sociale, avec toutes les conséquences que cela comporte : vie chère, aggravation du chômage, alourdissement de la fiscalité. Il entend aussi maintenir les liens qui attachent notre pays à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Il s'efforcera de sauvegarder les structures unitaires de l'Etat et de réduire la régionalisation à un ensemble de réformes superficielles laissant les principaux leviers du pouvoir entre les mains des forces conservatrices.

Les partis gouvernementaux n'ont donc pas tiré des élections du 7 novembre les conclusions qui s'imposaient. Ce fait n'est pas modifié par certaines concessions que le prochain gouvernement serait disposé à faire, notamment dans le domaine social et dans celui des relations internationales. Il est seulement démontré ainsi que la pression ouvrière et démocratique doit être renforcée très vite.

Dans ces conditions, le Bureau politique ne peut que confirmer la teneur de son communiqué du 17 décembre :

- 1) Le groupe parlementaire communiste refusera la confiance au gouvernement lorsque celui-ci se présentera devant les Chambres;
- 2) La possibilité de changements politiques profonds dans notre pays est plus que jamais liée au développement rapide d'une opposition progressiste structurée et ouverte à toutes les tendances qui veulent lutter pour le socialisme.

§§§

Il apparaît d'autre part que les problèmes scolaires, qui avaient provoqué des tensions entre les futurs partenaires gouvernementaux en décembre, sont loin d'être résolus et susciteront inmanquablement de nouvelles difficultés.

Le Parti communiste réaffirme qu'il est favorable à la conclusion d'un pacte scolaire de type nouveau négocié par toutes les parties intéressées, dans l'intérêt des jeunes et de l'entente entre les progressistes.

C'est précisément la raison pour laquelle il rejette les prétentions exorbitantes des cercles dirigeants de l'enseignement catholique qui réclament la révision du pacte de 1958 dans une optique conservatrice. Céder à ces prétentions conduirait à créer de nouveaux obstacles à une démocratisation réelle de l'enseignement et aggraverait encore une anarchie qui est déplorée également par de nombreux progressistes chrétiens.

Le Bureau politique du  
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 7 janvier 1972.



### Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique exprime l'inquiétude et l'indignation de tous les communistes belges à propos du cynisme avec lequel le président Nixon a exposé, à la T.V. américaine, ses objectifs dans la poursuite de l'agression américaine contre le Vietnam et toute l'Indochine.

Derrière les promesses trompeuses d'un retrait continu des troupes américaines du Vietnam, le président Nixon fait planer la menace d'une nouvelle escalade. Les récents bombardements massifs sur la République Démocratique du Vietnam, qui ont à nouveau fait de nombreuses victimes parmi la population civile, apparaissent comme un commencement d'application de cette menace. En prenant prétexte de l'argument démagogique de la libération des prisonniers de guerre américains par les Vietnamiens, il procède au chantage de nouveaux raids aériens. Il veut en outre maintenir une force importante américaine au Sud-Vietnam, pour manifestement faire face à l'échec de sa soi-disante politique de "vietnamisation". Cette tactique est appuyée par l'utilisation accélérée des techniques les plus modernes et les plus raffinées, développées par le Pentagone.

Le gouvernement américain reproche au gouvernement de la République Démocratique du Nord-Vietnam, et au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam, de saboter les négociations pour la paix à la conférence de Paris. Or c'est le gouvernement américain qui refuse obstinément la discussion du plan en 7 points soumis par l'intermédiaire de Madame Thi Binh, par la délégation sud-vietnamienne, alors que ce plan offre une base sérieuse et réaliste pour mettre fin à la guerre au Vietnam.

Face aux difficultés croissantes rencontrées par l'administration Nixon, tant aux Etats-Unis que dans le monde entier, le président américain a manifestement choisi la stratégie de la fuite en avant et la poursuite de l'agression. Sa campagne électorale s'appuie sur cette stratégie.

Il est extrêmement urgent pour l'opinion publique de notre pays, pour tous ceux qui se préoccupent du sort de la population vietnamienne et de la paix mondiale, qu'ils se rendent pleinement compte des grands dangers d'une telle politique. Pas de fausses illusions! La guerre au Vietnam et le calvaire de la population vietnamienne - et celui de toutes les populations d'Indochine - en lutte pour leur libération, continue. Seule la pression de toutes les forces démocratiques du monde entier peut obliger les Etats-Unis à tirer les conclusions réalistes de leurs échecs en Indochine, à savoir le retrait de tout leur potentiel d'agression.

.../.



C'est pourquoi le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique appelle toutes les forces démocratiques du pays, à amplifier énergiquement et sans défaillance, leur soutien politique, matériel et moral aux résistants indochinois.

Le gouvernement belge doit prendre position ouvertement et concrètement. Le soutien déclaré au plan en 7 points du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam et l'établissement de relations diplomatiques avec Hanoï - comme l'ont déjà fait d'autres gouvernements ouest-européens - constitueraient une contribution belge importante au rétablissement de la paix en Indochine.

Au moment où Nixon choisit la poursuite de l'agression, c'est la solidarité de chaque démocrate qui devient un devoir impérieux.

Le Bureau Politique du Parti Communiste  
de Belgique

Bruxelles, le 10 janvier 1972.



APPEL A TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES  
ET DEMOCRATIQUES.

La situation du pays se dégrade dans tous les domaines.

Pour les travailleurs, cette dégradation se traduit surtout de deux manières : le problème de l'emploi, si préoccupant, reste sans solution et aggrave le sentiment général d'insécurité; le pouvoir d'achat des rémunérations et allocations sociales est sans cesse remis en cause par la hausse des prix, les attaques patronales et une fiscalité injuste. Toutes les couches de la population laborieuse ont des raisons d'être mécontentes. C'est pourquoi le gouvernement CVP-PSC-PSB de M. Eyskens, moins d'un an après les dernières élections législatives (anticipées), a vu le terrain se dérober sous lui. Plus personne ne lui faisait confiance.

Les oppositions populaires au gouvernement ont grandi durant l'année 1972 du fait de l'accentuation des aspects réactionnaires de sa politique économique et financière, sur laquelle le grand capital a renforcé son emprise. Or, c'est sur le problème communautaire que le gouvernement est tombé. Il en a été ainsi parce que l'initiative politique était du côté de la droite (par le biais du CVP). A quelques jours de la conférence nationale de l'emploi et tandis que les travailleurs de tous les sièges ACEC manifestaient ensemble à Gand, ce gouvernement a démissionné en reconnaissant son impuissance à dominer les querelles linguistiques qu'il a lui-même contribué à envenimer. Depuis, dans les tractations organisées en vue de la formation d'un nouveau gouvernement, il n'y a eu de place que pour le contentieux communautaire. C'est le jeu de la droite qui continue.

Le Parti communiste attache beaucoup d'importance à l'organisation de la Belgique des régions, y compris pour régler les problèmes socio-économiques. Il ne peut toutefois admettre que les préoccupations essentielles des travailleurs soient escamotées. Au surplus, il considère que la possibilité de mettre fin aux tripotages politiques en matière de régionalisation dépend de l'attitude qui sera adoptée à l'égard des revendications des travailleurs. Une action gouvernementale progressiste n'est concevable, aussi bien sur le plan communautaire que sur le plan socio-économique, que si les forces ouvrières et démocratiques sont capables d'isoler la droite, donc d'affaiblir considérablement l'influence des monopoles capitalistes, et d'empêcher ceux-ci de faire la loi rue de la Loi.

Il faut bien voir ce que cela implique aujourd'hui.



Les revendications vitales pour lesquelles les travailleurs luttent dans les trois régions doivent être tenues pour prioritaires. A cette priorité donnée aux besoins populaires doit correspondre la reconnaissance du fait qu'il n'existe plus, en dehors du fédéralisme, aucune solution démocratique et durable du problème communautaire.

Les monopoles capitalistes sont parfaitement conscients de cette liaison qui avait été perçue aussi jadis par André Renard. C'est pourquoi ils manoeuvrent en conséquence. Ils cherchent à enliser l'opposition populaire dans le marais des querelles linguistiques, querelles qu'ils entretiennent et qu'ils aiguïsent en empêchant la création de pouvoirs régionaux réels émanant d'assemblées élues au suffrage universel. Ils cherchent à bloquer la programmation 1973, la revalorisation des revenus du travail, le développement de l'action interprofessionnelle et, en même temps, les luttes qui tendent, comme chez Cockerill, à imposer la limitation de l'arbitraire patronal en matière d'emploi. C'est donc logiquement qu'ils poussent à un élargissement de la majorité gouvernementale vers la droite, afin de consolider leurs points d'appui politiques à la fois contre les revendications des travailleurs ET contre le fédéralisme démocratique. Pour eux, le comble de la réussite serait de parvenir à compromettre encore plus l'le PSB en l'associant à l'opération, car cela signifierait encore plus de désarroi dans les masses et de divisions au sein du mouvement ouvrier et démocratique. Même si les tractations en cours devaient aboutir finalement à une nouvelle coalition CVP-PSC-PSB, il est clair que les travailleurs n'auraient plus rien à attendre de cette formule qui ne leur a donné que des sujets de déception depuis 1968.

C'est pourquoi le Parti communiste estime que, maintenant, la place du PSB est non au sein du gouvernement, mais dans l'opposition, aux côtés des autres forces progressistes. En effet, rien de bon ne pourra sortir de combinaisons parlementaires en vase clos; il n'en sortirait au contraire qu'une nouvelle aggravation du gâchis. Dire "non" au PLP, c'est bien, mais cela ne suffit pas. La soif de pouvoir que manifestent aujourd'hui certains leaders de partis régionalistes montre assez qu'une fois parvenus à leurs fins ils seraient prêts, eux aussi, à toutes les compromissions sur le dos des travailleurs.

Le Parti communiste a la conviction que les organisations du mouvement ouvrier, politiques et syndicales, ont seules la capacité de rassembler les forces qui pourront redresser la situation. Cela implique un tournant

.../..



à gauche par rapport à la position qu'une forte majorité d'entre elles a adoptée vis-à-vis du gouvernement Eyskens-Cools-Simonet. Si elles s'unissent, si elles développent et généralisent leurs luttes en toute indépendance, elles isoleront la droite, elles jetteront les bases de ce vaste rassemblement des progressistes dont Léo Collard avait admis la nécessité et qu'il ne faut pas laisser reporter sans cesse aux calendes grecques; elles pourront enfin remporter des succès décisifs et préparer concrètement la formation du gouvernement progressiste authentique dont le pays a besoin.

C'est dans cet esprit que le Parti communiste appuie le programme du Front commun syndical et propose à toutes les organisations ouvrières et progressistes la discussion d'un programme commun d'urgence basé sur les luttes qui se multiplient au niveau des entreprises. Il est d'avis qu'il faut développer et généraliser ces luttes en les faisant converger vers une journée nationale d'action. La journée régionale d'action décidée par la FGTB de Charleroi, en riposte à la FIB, s'inscrit dans cette perspective.

Dans l'immédiat, le Parti communiste avance les idées suivantes :

#### Défense du volume de l'emploi

- a) Conclusion, avec les patrons et les pouvoirs publics, de conventions de garantie d'emploi impliquant : le maintien du niveau actuel de l'emploi et le reclassement obligatoire des travailleurs dans la région et sous contrôle syndical; le droit à la pension complète et facultative à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes; la réduction immédiate et généralisée de la journée du travail à 40 heures maximum; la généralisation et l'amélioration de la sécurité d'existence.
- b) Subordination des aides publiques à la conclusion de contrats garantissant le maintien et l'augmentation de l'emploi sous le contrôle ouvrier, et prévoyant la mise sous séquestre des entreprises défaillantes.
- c) Vote de lois fixant à 40 heures la durée maximum du travail et les congés payés à 4 semaines.
- d) Effort accru pour favoriser l'emploi des jeunes.

#### Défense du pouvoir d'achat

- a) Revision généralisée des conventions salariales sur la base du minimum de 12.500 F brut à l'indice du 1.1.1972 et en tenant compte de la croissance de la productivité.
- b) Revision généralisée de toutes les pensions de vieillesse et allocations sociales sur la base du minimum de 7.500 F net à l'indice du 1.1.1972.



- c) Blocage et réduction des prix dictés par les monopoles (prix de l'essence et des autres produits pétroliers, des produits chimiques et pharmaceutiques, du gaz et de l'électricité, de la viande en gros, etc...).
- d) Indexation des barèmes fiscaux pour les revenus modestes et moyens, dans la perspective d'une réforme démocratique de la fiscalité.

Vers le fédéralisme démocratique.

La multiplication et la superposition des institutions : communes, fédérations de communes, conseils d'agglomération, conseils économiques régionaux, Chambre, Sénat, etc., visent à créer la confusion des pouvoirs et à favoriser la survivance du système unitaire, ainsi que la liberté d'action des grands monopoles. Une réforme démocratique implique d'ailleurs une simplification des institutions qui serait de nature à faciliter le contrôle populaire.

La Belgique nouvelle devrait comprendre uniquement trois niveaux de pouvoir :

- a) Un pouvoir central législatif et exécutif;
- b) un pouvoir régional en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles émanant d'assemblées élues au suffrage universel et dotés d'exécutifs correspondants, ainsi que des ressources financières appropriées;
- c) un pouvoir communal disposant de moyens lui assurant une réelle autonomie et reposant sur un ensemble de grandes communes fusionnées.

En outre, il faut prévoir :

- le règlement définitif, par la consultation démocratique, des litiges territoriaux;
- l'utilisation immédiate et d'initiative publique, au niveau des régions, des crédits d'expansion non utilisés par suite de la carence de l'industrie privée.

Annulation des mesures réactionnaires prises en août dernier par les ministres de l'Education nationale et projetées plus récemment par Vanden Boeynants en matière de réorganisation de l'armée.

Le Comité central du  
Parti communiste de Belgique.



### COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique

appuie la revendication des classes moyennes d'obtenir à bref délai la pension minimum de ménage à 90.000 Fr. l'an.

Le Bureau politique est d'avis qu'il faut accorder, d'une façon générale, aux travailleurs indépendants les mêmes avantages sociaux qu'aux autres travailleurs, aux mêmes conditions.

En matière de pensions, la solution peut être trouvée par l'utilisation immédiate des fonds constitués par les cotisations des indépendants pour leur pension ces dernières années, et qui doivent être rendus disponibles dès à présent pour satisfaire la revendication.

Il engage les organisations de travailleurs indépendants à exiger du gouvernement une information précise et publique sur les fonds existant dans les caisses de pension d'indépendants.

Le Bureau politique réclame du gouvernement la réalisation sans délai de la pension minimum de 90.000 Fr. aux salariés, promise dans la déclaration gouvernementale. Il en réclame l'indexation au 1.1.1972.

Il rappelle la nécessité, afin de préserver le pouvoir d'achat des pensionnés, d'une véritable indexation des barèmes fiscaux, du relèvement à 60.000 Fr. des minima imposables, du remboursement des impôts appliqués sur les pensions sociales, de la non-augmentation de la taxe TV-radio aux bénéficiaires des pensions sociales.

Le Bureau Politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 18 février 1972.



## COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique approuve le groupe parlementaire communiste d'avoir déposé et défendu, lors de l'examen du Budget des Recettes et Dépenses de l'Etat par la Chambre, deux amendements ayant pour objet :

- 1) un aménagement sensible des barèmes fiscaux, pour les revenus allant jusqu'à 360.000 R.;
- 2) une augmentation substantielle des crédits alloués aux transports publics, afin d'éviter toute augmentation des tarifs voyageurs de la SNCB et d'accélérer la modernisation des transports en commun urbains (pré-métros, etc.).

Le Bureau Politique constate que ces amendements, qui répondent l'un et l'autre à des revendications de larges couches de l'opinion et sont appuyées par les grandes organisations syndicales, ont recueilli le soutien d'une partie importante des députés de l'opposition, n'en ont pas moins été rejetés par l'ensemble des parlementaires de la majorité, socialistes et démo-chrétiens compris.

Le Bureau Politique souligne en outre l'extrême discrétion observée par la majeure partie de la presse au sujet du contenu des amendements communistes et de la composition des votes qui ont abouti à leur rejet.

Le Bureau Politique appelle donc les fédérations, sections et militants du Parti à informer largement les travailleurs et la population de chaque région de l'attitude de chacun de leurs élus, et à prendre les initiatives nécessaires pour accentuer la pression de l'opinion en vue de l'aboutissement des objectifs proposés.

Le Bureau Politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 20 mars 1972.



Communiqué.

Le Comité Central du Parti Communiste, réuni les 8 et 9 avril, a fait le point des développements de la situation depuis sa session de décembre qui s'était prononcée pour la formation d'un mouvement progressiste structuré.

Les nombreuses ripostes des travailleurs aux attaques des monopoles anti-capitalistes ont confirmé que le besoin existe d'une profonde transformation des structures en place et que le regroupement des progressistes répond à une nécessité nettement ressentie. Au cours de ses récents congrès fédéraux le Parti communiste a lui-même renforcé sa cohésion interne et a précisé les bases d'action de son dialogue avec toutes les forces de gauche.

L'effort en vue de regrouper les progressistes déjà disponibles a commencé à porter ses fruits et doit être poursuivie systématiquement, car toutes les possibilités sont loin d'être épuisées.

Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique estime qu'en se formant et en se structurant l'union des progressistes doit savoir concilier ses options socialistes avec la nécessité de gagner ~~xx~~ à son action tous les éléments qui ont à souffrir de la politique des monopoles capitalistes. Mais il faut bien voir, en même temps, que le regroupement ne se consolidera que s'il aide vraiment les travailleurs et leurs organisations syndicales à l'élargir et à intensifier, sur le plan politique, leur lutte contre le grand capital.

L'union des progressistes devrait donc étendre ses contacts et rechercher la coopération avec les courants de gauche, socialiste et démocrate chrétien, qui se résignent actuellement à soutenir un gouvernement sans ~~xx~~ perspective démocratiques, mais qui peuvent trouver ou retrouver le chemin du combat si les revendications populaires se ~~xx~~ font suffisamment pressantes.

Il s'agit en particulier des revendications relatives aux rémunérations, à l'indexation des barèmes fiscaux et à l'emploi, à l'octroi de pouvoirs réels aux régions, au contrôle ouvrier, à la sécurité européenne, à l'appui au peuple vietnamien.

Le comité central du Parti communiste de Belgique considère que ces thèmes d'action offrent de grandes possibilités ~~xx~~ d'initiatives et de victoires aux forces progressistes qui ont la volonté d'agir ensemble.

Bruxelles, le 9 avril 1972

Le Comité Central du Parti  
Communiste de Belgique



## COMMUNIQUE

Acculé à reconnaître publiquement l'échec de sa politique de "vietnamisation", qui n'a jamais été qu'une ruse de guerre, le président Nixon vient de faire un pas de plus sur la voie de l'agression en décidant le blocus total du Nord-Vietnam.

La gravité de cette décision ne peut échapper à personne. Elle constitue une lourde menace pour la paix mondiale et relève d'un aventurisme politique qui sera condamné sévèrement par l'opinion internationale.

Le Bureau politique du Parti communiste réaffirme à cette occasion sa solidarité avec le peuple du Vietnam qui lutte pour sa liberté et avec toutes les forces anti-impérialistes qui soutiennent cette lutte matériellement et politiquement.

Face à la décision scandaleuse de Nixon, que fera le gouvernement belge ? Restera-t-il une fois de plus passif ou usera-t-il de l'influence qu'il peut exercer à Washington pour y exprimer utilement la complète désapprobation des forces démocratiques belges à l'égard de la nouvelle "escalade" qui commence ?

Le Bureau politique du PCB estime qu'après les manifestations de solidarité récentes auxquelles le Front commun syndical a prêté son concours, il doit être possible d'intervenir avec force auprès du gouvernement pour que celui-ci prenne les initiatives diplomatiques que la situation nécessite d'urgence.

Le Bureau politique  
du P.C.B.

Bruxelles, le 9 mai 1972.



### COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti communiste constate que l'idée d'une journée nationale d'action a fait de très grands progrès ces derniers temps dans les organisations ouvrières.

Après la régionale de Charleroi de la FGTB, qui a déjà décidé une journée régionale, la CGSP de Mons-Borinage s'est prononcée pour une journée nationale et la Centrale des Métallurgistes de Liège pour une grève générale de 24 heures.

C'est la riposte qui convient au refus que le grand patronat a opposé aux revendications du Front commun syndical. Elle s'impose d'autant plus que le grand patronat fusionne maintenant ses organisations nationales pour renforcer sa position face au mouvement ouvrier.

Le Comité national élargi de la FGTB, qui se réunira le 19 décembre, ne pourra manquer d'en tenir compte.

Le Bureau politique du PCB estime avec les nombreux travailleurs qui lui font part actuellement de leur opinion par les voies les plus diverses que le 21 décembre, veille de la prochaine rencontre syndicats-patrons, serait le moment tout indiqué pour une action générale.

Les dirigeants patronaux doivent d'ailleurs se concerter ce jour-là. C'est une raison supplémentaire de leur faire comprendre qu'on ne défie pas impunément deux millions de syndiqués.

Le Bureau politique du  
Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 14 décembre 1972.



## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique constate que les négociations de paix entre le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et celui des Etats Unis sont dans l'impasse. L'espoir d'un arrêt rapide des hostilités a été ainsi anéanti. La reprise massive des bombardements terroristes sur le Nord-Vietnam en est une illustration tragique.

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique en attribue la responsabilité à l'attitude du gouvernement Nixon qui préfère le maintien du régime Thieu à Saïgon à un règlement de paix qui permettrait à la population du Sud-Vietnam de faire librement son choix politique. En refusant d'approuver l'accord conclu en octobre entre les négociateurs américains et vietnamiens, en modifiant depuis sans cesse sa position et en posant toujours de nouvelles conditions, le gouvernement Nixon n'a poursuivi qu'un seul but : celui de jeter de la poudre aux yeux de l'opinion américaine et internationale.

C'est pourquoi le Bureau politique réaffirme la solidarité active des communistes belges avec la population vietnamienne en lutte, et avec les initiatives de paix de ses véritables représentants.

Seule une pression constante de l'opinion publique et des organisations démocratiques pourra obliger le gouvernement Nixon à adopter une attitude réaliste : se retirer du Vietnam et de tout l'Indochine, accepter le droit à l'autodétermination des populations indochinoises comme l'unique base possible pour un véritable règlement de paix. A cet égard, une responsabilité particulière incombe tant au gouvernement belge qu'aux forces politiques qui veulent établir des rapports entre notre pays et la République Démocratique du Vietnam et contribuer à instaurer la paix en Indochine sur la base du droit à l'autodétermination. Ils doivent se joindre à tous ceux qui, dans le monde, se dissocient des tentatives américaines visant à saboter le rétablissement de la paix.

Le Bureau politique du  
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 19 décembre 1972.



POUR GAGNER LA BATAILLE REVENDICATIVE  
=====

Face aux revendications ouvrières, le patronat a commencé par dire "Non" - c'était le 6 décembre. "Non" à tout : au minimum de 12.500 Fr., aux 2 jours de vacances complémentaires pour 1973, à la réduction de la durée du travail, aux mesures de protection de l'emploi, au salaire mensuel garanti ...

Mais les travailleurs ont montré qu'ils étaient prêts à relever le défi et leur volonté d'action s'est manifestée clairement le 21 décembre notamment.

Alors, le patronat a dû changer son fusil d'épaule. Il a tenu un langage plus conciliant et il a fixé rendez-vous au Front commun syndical pour le 4 janvier.

Mais ce n'était qu'un changement de tactique. La tactique du patronat consiste maintenant à traîner les pourparlers interprofessionnels en longueur, à encommissionner le programme revendicatif, à user le mouvement et à limiter au maximum ses éventuelles concessions sur le plan professionnel.

Le calcul du patronat est le suivant : gagner du temps jusqu'à la formation du gouvernement PSC-PSB-PLP. Avec une coalition gouvernementale encore plus à droite que la précédente, mais présidée par Leburton et soutenue par le PSB, le patronat compte en effet être mieux armé pour faire échec aux revendications ouvrières.

Jamais le patronat n'oserait narguer, comme il le fait, deux millions de syndiqués s'il se trouvait en présence d'une opposition de gauche englobant le PSB aux côtés du Parti communiste et des autres progressistes, car cela signifierait l'isolement de la droite.

C'est pourquoi les communistes disent : le PSB doit entrer dans l'opposition pour se joindre aux forces qui sont décidées à appuyer toutes les luttes ouvrières et, dès maintenant, la lutte pour faire aboutir le programme interprofessionnel et les revendications professionnelles du mouvement syndical.

En tout état de cause, les organisations ouvrières doivent avoir les mains libres. Il faut que leur pression se fasse sentir à nouveau et rapidement pour débloquer les négociations interprofessionnelles et obtenir des conventions professionnelles satisfaisantes.



.../..

FAIRE CONVERGER LES ACTIONS PROFESSIONNELLES VERS UNE ACTION  
GENERALE,

FAIRE EN SORTE QUE CES ACTIONS SOIENT SOUTENUES A FOND PAR LE  
FRONT POLITIQUE LE PLUS LARGE, DANS L'OPPOSITION A LA POLITIQUE  
GOUVERNEMENTALE QUI SE PREPARE, tels sont les besoins les plus ur-  
gents du mouvement ouvrier à l'heure actuelle.

Le Parti communiste de Belgique.



## COMMUNIQUE

### La vigilance des travailleurs ne doit pas se relâcher.

Devant la volonté d'action des travailleurs, qui s'est exprimée clairement le 21 décembre, les grands patrons de la FEB ont dû renoncer à l'attitude intransigeante qu'ils avaient cru pouvoir prendre au début du mois. La négociation leur a été imposée et leur langage est devenu plus conciliant.

C'est un premier résultat de la pression ouvrière. Mais la vigilance reste de rigueur à tous les échelons du mouvement ouvrier si l'on veut faire aboutir le programme interprofessionnel du Front commun syndical : minimum de 12.500 Fr., deux jours de vacances complémentaires en 1973, réduction de la durée du travail, mesures de protection de l'emploi, etc.

En effet, si le grand patronat a changé de langage, il n'a pas changé d'objectif. Il espère que la période des fêtes amènera un relâchement de la pression ouvrière et que les négociateurs syndicaux seront ainsi coupés de leur base, donc affaiblis. Il espère en outre trouver des points d'appui politiques nouveaux dans la rentrée du PLP que prépare Leburton.

Le Parti communiste attire l'attention des travailleurs et de leurs organisations sur cette manoeuvre patronale qu'il faut déjouer.

Le seul moyen de la déjouer, c'est de maintenir la cohésion et la combativité du mouvement ouvrier à un niveau qui lui permette d'apprécier en toute indépendance le résultat des pourparlers <sup>annoncé pour le</sup> ~~et de se préparer à l'éventualité~~ ~~de la démission des réactions syndicales de~~ 4 janvier.

Bruxelles, le 22 décembre 1972.



Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique apprend avec grande satisfaction la décision prise par le gouvernement belge, de reconnaître la République Démocratique Allemande et de nouer avec elle des relations diplomatiques.

Cette décision, dictée par le réalisme, contribuera à faire jouer un plus grand rôle par notre pays dans la solution des problèmes européens encore en suspens, et au succès de la Conférence européenne de sécurité.

La reconnaissance de la République Démocratique Allemande par notre pays est aussi le couronnement des efforts infatigables déployés par les forces qui, dans notre pays, ont mené depuis de longues années la lutte pour atteindre ce but.

La République Démocratique Allemande est un état socialiste, qui a banni le revanchisme et le militarisme de son territoire et a fourni ainsi une contribution inestimable à la sauvegarde de la paix en Europe. Entre l'Elbe et l'Oder s'est construite une société hautement développée, basée sur le pouvoir des travailleurs. Ses résultats nous remplissent de fierté !

Le Bureau Politique du Parti  
Communiste de Belgique,  
Bruxelles, le 27 décembre 1972.



## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste constate que, tout en négociant la formation d'une tripartite avec le PSB, les forces de droite accentuent leurs pressions et leurs manoeuvres en vue d'accroître leur prépondérance politique au sein de la future coalition gouvernementale.

Ces forces agitent actuellement dans leur presse et leur propagande l'épouvantail de l'"étatisation". Leur but est d'imposer ainsi à leurs interlocuteurs socialistes, et à Leburton en particulier, l'acceptation de toutes leurs exigences. Or, ces exigences visent à renforcer l'emprise des grands intérêts privés sur l'appareil d'Etat. Au même moment, en effet :

- la Fédération des Entreprises de Belgique réclame une aide accrue des pouvoirs publics contre les revendications ouvrières, sous prétexte de "lutter contre l'augmentation des coûts";
- le PSC-CVP exige que l'Etat verse de nouveaux milliards aux propriétaires de l'enseignement libre;
- le CVP, en proposant la création d'un Sénat paritaire, ajoute une nouvelle variante aux menées des milieux unitaristes et de la FEB qui s'opposent au fédéralisme démocratique.

Au point où en sont les choses, il se confirme que la direction droitière du PSB a engagé ce parti dans une voie extrêmement dangereuse en acceptant que Leburton soit chargé de former un gouvernement triparti. La constitution d'un tel gouvernement ne pourrait que créer un terrain encore plus favorable aux pressions et aux manoeuvres de la droite et elle ne pourrait que gêner encore plus l'indispensable riposte des travailleurs.

Plus que jamais, les travailleurs socialistes ont intérêt à comprendre que la place de leur parti est dans l'opposition pour préparer avec les autres progressistes les changements profonds et le tournant à gauche qui s'imposent.

Les organisations ouvrières et démocratiques n'auraient rien à craindre de nouvelles élections si, toutes ensemble, elles prenaient à temps une position ferme de lutte contre la droite et pour l'exécution d'un programme politique conforme aux aspirations populaires, qu'il faut satisfaire et dont il faut garantir la réalisation.

C'est dans cet esprit que le Parti communiste défend, pour l'immédiat, les positions suivantes :

- Riposte à la FEB par le développement de l'action unie des travailleurs en faveur du programme interprofessionnel du Front commun syndical et de leurs revendications professionnelles;

.../...



.../...

- Octroi de pouvoirs réels aux régions, basés sur l'élection des Conseils régionaux au suffrage universel;
- Négociation d'un Pacte scolaire nouveau ayant pour objet la démocratisation véritable de l'enseignement.

Le Bureau politique  
du Parti communiste de Belgique.

Bruxelles, le 5 janvier 1973.



# COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste se déclare solidaire des travailleurs qui ripostent actuellement aux tentatives du grand patronat d'imposer des conventions professionnelles et interprofessionnelles visant à bloquer le mouvement revendicatif.

La volonté d'action des travailleurs du pétrole et la décision prise notamment par les délégations ouvrières de l'Intersièges ACEC de refuser toute convention excédant la durée d'un an montrent que la manoeuvre du grand patronat, qui joue la carte de la "pause sociale", a été percée à jour.

La conclusion de conventions conformes aux aspirations ouvrières a une très grande importance pour l'ensemble du monde du travail qui est la première victime de la hausse galopante du coût de la vie dont la responsabilité incombe aux monopoles capitalistes et aux gouvernements à leur solde.

Le Bureau politique  
du Parti communiste de Belgique.

Le 12 janvier 1973.



## COMMUNIQUE

Les derniers développements des pourparlers triparti confirment que la majorité gouvernementale qui se prépare s'oriente vers une politique de droite encore plus accentuée que celle du gouvernement précédent.

De ce que l'on sait des accords déjà conclus par les négociateurs, il ressort en effet que :

- la réforme des institutions projetée a pour base le provincialisme cher à tous les conservateurs; elle se ferait dans le mépris du suffrage universel et de la démocratie la plus élémentaire;
- la revision du Pacte scolaire envisagée s'écarte radicalement de la solution démocratique que constituerait l'école pluraliste; elle entraînerait d'énormes dépenses supplémentaires sans ouvrir la voie à une démocratisation réelle de l'enseignement.

Tandis que les informations abondent sur les aspects institutionnels et scolaires de la négociation, on ignore pratiquement tout de ce qui a été convenu entre les trois partis sur les problèmes économiques et sociaux, lesquels préoccupent pourtant les travailleurs au plus haut point. Ce silence ne fait rien augurer de bon pour le monde du travail. Il ne peut signifier qu'une chose : c'est que, dans ce domaine également, les positions du capital ont prévalu.

L'attitude du PSB dans la négociation contraste vivement avec la combativité dont les travailleurs font preuve face au grand patronat, comme le montre la volonté d'action des ouvriers du pétrole, de Ford et des ACEC-intersièges.

Cette contradiction évidente, provoquée par la droite du PSB, entre l'attitude des dirigeants de ce parti et la combativité ouvrière facilite les manoeuvres de la grande bourgeoisie qui a voulu des négociations longues et compliquées. Celles-ci, en effet, lui étaient nécessaires pour essayer d'empêcher la convergence des oppositions populaires, en jouant sur l'usure et la division, et pour inciter à la résignation les tendances qui, au sein du PSB, hésitent entre la crainte de nouvelles élections - crainte soigneusement entretenue - et la répugnance à céder aux pressions réactionnaires renforcées par le PLP.

Seule une opposition résolue et claire au plan politique de la grande bourgeoisie peut véritablement servir les intérêts du mouvement ouvrier et démocratique.

Le Bureau politique du  
Parti Communiste de Belgique.

Le 16 janvier 1973.



# COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste constate que des oppositions nombreuses se manifestent actuellement dans le mouvement ouvrier, en particulier dans le PSB, au mauvais accord gouvernemental conclu entre les trois partis candidats au pouvoir.

Ces oppositions confirment l'opinion exprimée par le Parti communiste dès le début de la crise.

Le mouvement ouvrier a tout à craindre de la politique qui découlerait de cet accord et de cette alliance, car il s'agirait d'une politique réactionnaire cautionnée par le Parti socialiste. Si ce parti se prêtait à pareille opération, les luttes des travailleurs pour leur emploi, leur pouvoir d'achat et le progrès démocratique deviendraient plus difficiles, la crise politique s'aggraverait et l'on en arriverait vite à des élections qui se dérouleraient dans des conditions avantageuses pour la droite.

Il est donc essentiel, pour préparer la solution de rechange progressiste de demain, que le mouvement ouvrier manifeste avec le maximum de clarté son opposition à la tripartite et à son mauvais programme, et que cette opposition se traduise également dimanche au Congrès du PSB.

Le Bureau politique du PCB.

Le 19 janvier 1973.



## COMMUNIQUE

L'arrestation du docteur PEERS attire à nouveau l'attention sur le caractère réactionnaire de la législation en vigueur en matière d'avortement.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique réclame la libération immédiate du docteur PEERS. Il prend position en faveur d'une législation qu'il estime urgente, accordant aux femmes les droits complets en matière de naissance et d'avortement.

Il considère en particulier que l'acceptation ou le refus des naissances, relève d'un droit moral et d'hygiène sociale, inséparable des libertés individuelles, et engage l'opinion publique à s'exprimer avec plus de force contre l'hypocrisie des lois et pratiques actuellement en vigueur dans notre pays.

Le Bureau politique du PCB réclame une législation complémentaire indispensable en matière de contraception, de planning familial et d'éducation sexuelle.

Il souligne les insuffisances en ces matières de la proposition de Loi CALUWAERT, et charge le groupe parlementaire communiste de préparer une proposition de loi à soumettre au Parlement.

Il dénonce à nouveau les carences criantes en matière de crèches et de protection des naissances et de l'enfance, ainsi que l'inégalité de la condition féminine dans maints aspects de la vie publique et en particulier sur le plan des salaires et des conditions de travail.

Le Bureau politique du PCB.

Le 19 janvier 1973.



## COMMUNIQUE

La vague d'indignation suscitée par l'arrestation du Docteur PEERS témoigne d'une évolution très significative de l'opinion publique. L'"affaire Peers" fait en effet éclater l'hypocrisie d'une législation réactionnaire, en divorce complet avec la réalité. Cette législation doit être modifiée d'urgence.

Dans la perspective de cette refonte, le Comité central du Parti communiste de Belgique se prononce pour l'organisation systématique, dès l'enfance, de l'éducation sexuelle - pour l'information la plus large sur les contraceptifs et pour une diffusion de ces moyens. Il se prononce pour le droit à l'avortement sous contrôle médical. L'acceptation ou le refus d'une naissance relève en effet d'un droit moral et d'hygiène sociale, inséparable des libertés individuelles, et qui doit être garanti aux femmes.

D'autre part, et parce que les problèmes féminins sont indissociables dans l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, le Comité central rappelle à nouveau les carences criantes en matière de crèches et de protection des naissances et de l'enfance, ainsi que l'inégalité dont sont victimes les femmes en particulier sur le plan des salaires et des conditions de travail.

Dans l'immédiat, le Comité central réclame la libération du Dr PEERS et l'abandon des poursuites pénales dont il est l'objet. Il rend hommage à l'action désintéressée et généreuse d'un praticien qui a choisi de se ranger aux côtés de la classe ouvrière, et que le Parti communiste est fier de compter dans ses rangs.

Le Comité Central  
du Parti Communiste de Belgique.

Le 22 janvier 1973.



## COMMUNIQUE

### Appel du Bureau politique du Parti Communiste de Belgique.

Actuellement se déroule à nouveau, à Athènes, une série de procès entamés par le régime des colonels contre des démocrates et antifascistes grecs. Jeudi dernier, 18 janvier, ont comparu devant le tribunal d'exception treize militants antifascistes, parmi lesquels Statis Panaghoulos, qui a accusé la police militaire de l'avoir torturé lors de son interrogatoire. Aujourd'hui, lundi 22 janvier, commence devant la Cour d'Appel à Athènes, le procès de Partsalides, Charalambos, Dracopoulos et d'autres camarades arrêtés en même temps qu'eux en octobre 1971.

D'autres démocrates grecs, comme Léonidas Tzepronis, sont, avec des dizaines de leurs amis - et dans des conditions inhumaines - incarcérés dans les prisons grecques, complètement isolés du monde extérieur. A d'autres démocrates encore, comme Nicos Kaloudis, condamnés antérieurement déjà à des lourdes peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité, l'on refuse les soins médicaux ou leur hospitalisation, malgré leur état de santé alarmant et aggravé dangereusement par un long séjour en prison.

Telle est la réalité qui se cache derrière la "Libéralisation" de la Grèce, état membre de l'OTAN. Le régime des colonels, qui vient d'offrir récemment encore un port d'attache grec à la sixième flotte américaine, et augmente ainsi la possibilité d'une intervention impérialiste contre les mouvements de libération au Moyen Orient, continue sur la voie d'une oppression brutale de la démocratie.

Parmi les détenus et les arrêtés se trouvent des socialistes, des communistes et autres démocrates et progressistes. Pour eux tous, le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique lance un appel à la solidarité aux travailleurs et démocrates belges, ainsi qu'à leurs organisations. Il leur demande de mettre tout en oeuvre pour obtenir la libération des prisonniers politiques grecs, et de s'adresser en ce sens au Ministère belge des Affaires Etrangères et à l'Ambassade de Grèce à Bruxelles. Les parlementaires communistes entreprendront de leur côté des démarches à ce propos.

Le Bureau politique du  
Parti Communiste de Belgique.

Le 22 janvier 1973.



# COMMUNIQUE

Le groupe communiste du Conseil Provincial du Hainaut communique :

Mr. Urbain Coussement, Conseiller provincial du Hainaut, a introduit auprès de Mr. Vaes, Gouverneur, une requête afin que ce dernier puisse annoncer, au Conseil qui doit se réunir le 31 janvier prochain, une décision en matière d'interdiction totale des machines à sous dites "Jackpot" dans toute la Province.

Cette requête fait suite à une proposition d'interdiction de même nature, déposée au Conseil provincial du Hainaut lors de la session ordinaire d'octobre dernier, par Mr. Coussement et plusieurs de ses Collègues, et qui avait été renvoyée pour décision du Gouverneur.

Le 26 janvier 1973.



*Cd. Inchausti*

COMMUNIQUE

Le groupe parlementaire communiste s'est réuni le 30 janvier 1973 aussitôt après la lecture de la déclaration gouvernementale devant les Chambres.

Il constate que le Premier Ministre s'est efforcé de présenter l'accord gouvernemental en termes rassurants. Mr Leburton a visiblement cherché à enrayer le courant d'opposition qui depuis des semaines s'exprime dans l'opinion ouvrière et démocratique y compris par la voix des 44 % de délégués au récent Congrès du P.S.B.

Il a notamment passé sous silence - et c'est symptomatique - les dispositions de l'accord tripartite annonçant une politique de nouveaux cadeaux au grand capital, de compressions des revenus des travailleurs, d'aggravation de la fiscalité à charge des masses laborieuses et d'application du programme militariste du Ministre Vanden Boeynants.

Il n'a nullement tenté de désarmer l'opposition exclusivement communautaire dont tout laisse prévoir qu'elle n'est pas décidée à combattre réellement une politique économique et sociale inspirée par la Fédération des Entreprises belges et par la haute finance.

Dans ces conditions, le groupe parlementaire communiste charge les députés Louis VAN GEYT, président du parti communiste, et Marcel Levaux qui vient d'être désigné en qualité de président du groupe parlementaire, d'intervenir dans le débat.

Ils exposeront la position des communistes, les motifs de leur refus de voter la confiance au Gouvernement et les raisons profondes qui justifient à leurs yeux, le développement d'une opposition cohérente des forces ouvrières et progressistes au programme gouvernemental.

Le groupe parlementaire communiste.

Le 30 janvier 1973.



## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique réaffirme son opposition aux projets Vanden Boeynants combattus par l'ensemble du mouvement lycéen.

Devant l'ampleur de ce mouvement, le gouvernement Leburton et le ministre de la Défense nationale ont dû accepter le principe d'une négociation. Mais ils n'ont pas renoncé pour autant à essayer d'imposer leurs vues et il est d'ailleurs significatif que Vdb ait été le seul ministre du gouvernement précédent à conserver le même portefeuille dans la nouvelle coalition tripartite.

Le gouvernement utilise plusieurs méthodes dans l'espoir de briser le mouvement lycéen. Il s'appuie sur les structures réactionnaires de l'enseignement, au niveau dirigeant, pour faire pression sur les étudiants et leurs familles. En même temps, il gonfle démesurément le rôle négatif joué par certains éléments gauchistes dans les récentes manifestations, afin de justifier le recours à des brutalités policières, qui ont fait un blessé grave à Liège, et le recours à des méthodes autoritaires.

Le but du gouvernement Leburton est de vider de son sens la négociation qu'il a dû admettre en lui donnant pour base les projets inacceptables - et qu'il prétendait hier inexistantes ! - élaborés par Vanden Boeynants sous le gouvernement Eyskens-Cools. Cette manoeuvre explique la volonté gouvernementale de limiter l'objet du débat à la seule question du sursis.

Le Bureau politique appelle les enseignants et les parents à aider la jeunesse à faire échec à des projets qui, s'ils étaient appliqués, ne nuiraient pas seulement aux lycéens mais bien au pays tout entier, dont l'avenir se prépare pour une large part dans les écoles. Face à un Vanden Boeynants, les progressistes ne peuvent que se réjouir de l'attachement manifesté par la jeune génération aux causes de la démocratie et de la paix.

Le Bureau politique du PCB a chargé le groupe parlementaire d'interpeller à la Chambre le ministre de la Défense nationale sur l'ensemble de sa politique militaire qui est globalement mise en cause.

Le Bureau politique du PCB.

Bruxelles, le 6 février 1973.



## COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'initiative du Parti communiste de Belgique, un colloque sur la médecine du travail a réuni le 11 février à Bruxelles des militants ouvriers et des techniciens de la santé.

Le débat a fait apparaître un accord complet sur les points suivants :

- La médecine du travail ne peut être dissociée de la lutte des classes. Si la législation de 1965 est appliquée et ouvre des possibilités d'action dans certaines entreprises, c'est en raison d'un rapport de forces travailleurs-patrons, favorable aux travailleurs, précisément en raison de leur lutte de classe.
- La connaissance par les médecins du travail des lieux et postes de travail, leur attitude par exemple face au danger des produits toxiques ou à la fatigue nerveuse des travailleurs, dépendent donc du combat mené par les organisations ouvrières.
- Travailleurs à part entière, les médecins du travail ont intérêt à prendre leur place au sein du mouvement syndical et ouvrier, qu'ils peuvent servir et qui seul peut rendre leur action efficace.
- La lutte contre la nocivité de l'ambiance de travail - qui déborde d'ailleurs le cadre de l'usine - constitue un aspect important de la lutte globale pour une politique de santé cohérente. Celle-ci ne sera conquise qu'au prix de changements qualitatifs par lesquels les travailleurs arracheront aux monopoles capitalistes une parcelle de leur pouvoir.

### Solidarité avec le Docteur Peers

Les participants au colloque ont dans un télégramme au Dr. Peers affirmé leur solidarité avec l'action du gynécologue namurois, dont ils réclament la libération immédiate. Dans un télégramme adressé au ministre de la Justice, ils ont énergiquement protesté contre la détention prolongée du Dr. Peers et réclamé le dépôt urgent d'un projet de loi modifiant la législation sur l'avortement.



Contre les sanctions à l'égard des Drs. Merckx et Leyers :

Le colloque s'est élevé contre les sanctions prises par l'Ordre des médecins à l'égard de Kris Merckx et Michel Leyers. Sans partager la confiance des deux jeunes médecins anversois dans l'efficacité d'une action menée en francs-tireurs, il estime comme eux que la démocratisation de la médecine s'impose d'urgence.

LA COMMISSION SANTE DU PARTI  
COMMUNISTE.



## COMMUNIQUE

Le gouvernement triparti, ayant obtenu une majorité résignée dans les deux Chambres, est maintenant en place et tout indique que son orientation droitnière va se confirmer de plus en plus sous la pression des monopoles capitalistes.

Ceux-ci développent actuellement leur offensive pour imposer une politique des revenus qui fasse des travailleurs les victimes de la crise du système capitaliste, dont les rebondissements de la crise monétaire internationale sont une nouvelle illustration. Cette situation conditionne toutes les luttes que les travailleurs mènent dans les entreprises et les secteurs professionnels pour la défense de leur pouvoir d'achat et de leur emploi.

Mais les exigences des monopoles suscitent et multiplient d'autres formes d'opposition qui englobent en particulier les jeunes auxquels le ministre Vanden Boeynants a voulu imposer une réforme de l'armée à caractère militariste et répressif. L'opposition aux différents aspects de la politique de la droite se manifeste aussi avec plus de force dans des courants d'opinion qui, durant ces dernières années, avaient été affaiblis par l'action des dirigeants du PSB associés à la grande bourgeoisie. En témoignent en particulier les positions adoptées en Flandre par le journal "Links", qui maintient son hostilité à la tripartite, et en Wallonie par le Mouvement Populaire Wallon qui a pris le contre-pied du programme gouvernemental sur le plan de la régionalisation et de son contenu socio-économique que le M.P.W. veut anti-capitaliste.

Cependant, le Bureau politique du P.C.B. constate que les oppositions populaires à la politique des monopoles et du gouvernement restent encore fragmentées. Or, seule une opposition globale, réalisant la convergence de toutes ces oppositions, pourra isoler la droite et tenir sa politique en échec.

Le Parti communiste mettra tout en oeuvre pour construire un front d'ensemble des oppositions populaires avec la collaboration de tous ceux qui adhèrent - et adhéreront demain - à l'idée du front des progressistes.

Le Bureau politique du P.C.B.

12 février 1973.



Communiqué du groupe parlementaire du Parti Communiste de Belgique.

Le groupe parlementaire communiste a décidé de déléguer comme son représentant à la Commission parlementaire mixte sur la régionalisation, le député Louis Van Geyt, président du Parti Communiste de Belgique, et en qualité de suppléant le député Marcel Levaux, président du groupe parlementaire.

Il a chargé ses représentants de défendre à la dite Commission les idées maîtresses contenues dans la proposition de loi déposée par le groupe le 22 juin 1972, organisant les régions en application de l'art. 107 quater de la Constitution.

Il souligne comme une nécessité primordiale de doter dès le départ, chacune des trois régions d'une assemblée élue au suffrage direct et proportionnel.

Il considère en effet que c'est à la poursuite de cet objectif que doivent s'attacher en premier lieu tous ceux qui tant dans l'opposition qu'au sein de la majorité sont partisans de l'octroi, aux régions, de pouvoirs réels destinés à mieux rencontrer les besoins populaires notamment en matière d'emploi et d'aménagement du territoire. Les récents débats, postérieurs à la déclaration d'investiture, ont d'ailleurs montré la réelle possibilité de trouver jusqu'au sein de la majorité, les forces disposées à mettre en cause des solutions boiteuses telles celles introduites dans l'accord gouvernemental sous la pression de M.M. Van den Boeynants et Vanaudenhove, solutions basées sur des assemblées subordonnées en fait au pouvoir provincial et à une tutelle du pouvoir central.

Les débats ont également démontré la possibilité d'abandon de la clause de la discipline de la majorité prévue dans la déclaration dont l'application rendrait les travaux de la Commission inopérants.

Dans ces conditions, rester absent de la Commission aurait pour effet, de la part de ceux qui se réclament du fédéralisme, de faciliter la tâche des éléments les plus unitaristes de la majorité.

Le 6 mars 1973.



Déclaration de L. VAN GEYT, président du Parti Communiste de Belgique.

Si le groupe parlementaire communiste délègue Louis Van Geyt - et Marcel Levaux en qualité de suppléant - à la commission spéciale sur la régionalisation, c'est pour des raisons claires, qu'il a définies à la Chambre, et dont il tient à informer l'opinion.

Il s'agit pour lui de défendre au sein de la commission spéciale les idées maîtresses contenues dans la proposition de loi communiste sur la régionalisation du pays, et avant tout l'idée qu'il est urgent de doter la Wallonie, la Flandre et la région bruxelloise d'assemblées élues au suffrage universel direct, et dotées de pouvoirs réels pour rencontrer les besoins populaires en matière d'emploi et d'aménagement du territoire.

Un accord sur cette urgente nécessité peut et doit être recherché aussi bien parmi les forces politiques coalisées au sein du gouvernement, qu'au sein de l'opposition. Il ressort en effet des débats sur la déclaration d'investiture et de débats parlementaires plus récents qu'il se trouve même dans les partis de la majorité des opposants à la formule boiteuse voulue par MM. Vanden Boeynants et Vanaudenhove - et selon laquelle la régionalisation se réaliserait "tout au moins au départ" en recourant à une forte dose de provincialisme.

Que ces réticences à l'égard de la formule chère à MM. Vanden Boeynants et Vanaudenhove soient le reflet au Parlement de positions prises dans le pays, notamment par le Mouvement populaire wallon ou par la FGTB (y compris à son Interrégionale flamande) voilà qui paraît évident aux communistes. Mais ils ne s'en tiennent pas à ce constat et estiment qu'il est de leur devoir de communistes de rechercher, jusque dans la commission spéciale, les moyens de dégager une autre majorité pour une autre formule de régionalisation. Une régionalisation effective, dégagée du provincialisme et de la tutelle du pouvoir central.

Cette perspective paraît possible dans la mesure où les députés et sénateurs siégeant à la commission spéciale ne seront plus enfermés dans une discipline de vote qui rendrait leurs travaux inopérants.

Dans ces conditions, rester absent de la commission spéciale aurait pour effet de la part des fédéralistes de favoriser les positions des plus unitaristes parmi les membres de la majorité.

Louis VAN GEYT

Le 6 mars 1973.



## COMMUNIQUE

### CONTRE L'INJUSTICE FISCALE : TAXER LES GROSSES FORTUNES.

Le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique, réuni le vendredi 16 mars à Bruxelles, constate que la situation créée par les problèmes budgétaires est alarmante au plus haut degré.

Dès la fin de l'an dernier, le parti communiste avait annoncé les conséquences néfastes des mauvais accords sur lesquels s'appuie le gouvernement Leburton.

Aujourd'hui les dix milliards de dépenses supplémentaires découlant des marchandages tripartites se sont transformés comme prévu en un déficit de 14 milliards de francs ou même davantage.

Le gouvernement parle d'économies et déclare hésiter entre le lancement d'un emprunt ou la levée de nouveaux impôts.

La F.E.B. et la droite, avec l'appui des ministres socialistes et démocrates-chrétiens, essaient ainsi de désamorcer les réactions populaires.

La vérité, c'est que le gouvernement s'apprête à imposer de nouvelles charges fiscales à la majorité des contribuables. C'est au détriment des mêmes contribuables que les économies seront faites, si économies il y a.

Une fiscalité injuste, réduisant sans cesse les avantages acquis par les actions revendicatives, est l'instrument d'une attaque générale contre le pouvoir d'achat des travailleurs. L'offensive commencée sous le gouvernement Eyskens-Cools est poursuivie par le gouvernement Leburton.

Dès aujourd'hui, il faut y riposter.

Il faut obliger le gouvernement à prendre l'argent où il se trouve : du côté des grosses fortunes et des grosses sociétés.

Ces dernières reçoivent cette année un cadeau de 50 milliards de francs en dégrèvements et ristournes sur la T.V.A. Leurs profits augmentent et sont encore engraisés par la spéculation. Elles peuvent payer.

Avant tout, les revenus du travail doivent être protégés.

En conséquence, le Bureau politique du Parti communiste de Belgique préconise :

1. La taxation accrue des gros revenus et instauration d'une taxe sur les avoirs des grosses sociétés et des gros possédants.
2. L'indexation des barèmes fiscaux jusqu'à 400.000 francs de revenu annuel imposable.
3. L'exonération fiscale des revenus annuels inférieurs à 120.000 francs , par le relèvement des minima imposables.

.../..



4. La répression de la fraude fiscale dans le chef des grosses sociétés et des gros possédants.

Ces mesures peuvent sauvegarder les intérêts des salariés, des appointés, des travailleurs indépendants.

Un large front politique et syndical peut et ~~doit~~ se former pour mettre en échec l'injustice **fiscale**. Le parti communiste poursuit cet objectif.

Le Bureau politique du  
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 16 mars 1973.



## COMMUNIQUE

A différentes reprises, le Parti communiste a déjà fait savoir qu'il n'était pas opposé, bien au contraire, au principe même d'un pacte scolaire, mais qu'il ne pourrait se rallier en aucun cas aux conceptions qui sont à la base du pacte de 1958.

Si les conditions avaient été réunies pour que s'ouvrent des négociations sans préalable sur la conclusion d'un nouveau pacte scolaire, le Parti communiste aurait donc certainement pris part aux pourparlers avec le ferme désir d'aboutir à un accord.

Mais ces conditions ne sont malheureusement pas réunies.

Ayant examiné attentivement le protocole et les annexes que nous ont soumis les partis gouvernementaux, tant en ce qui concerne l'esprit qui devrait guider les négociations qu'en ce qui concerne les lignes générales d'une adaptation du pacte, nous avons constaté avec regret qu'il s'agissait pratiquement de textes à prendre ou à laisser.

En réalité, la possibilité de participer à de véritables négociations n'est donnée qu'aux forces politiques qui acceptent le fait accompli du récent accord gouvernemental. Or, en partant de cette base, la matière négociable se réduit à des questions de détails. Le protocole et les annexes qui nous ont été soumis ne créent aucune perspective sérieuse pour l'école pluraliste, alors que cette solution nous paraît être la seule qui puisse mettre fin, dans le respect des opinions de tous, aux désordres et aux gaspillages inhérents au système actuel. Isolée d'un tel contexte, la rationalisation préconisée par les présidents des partis gouvernementaux revêt inévitablement le caractère d'une menace pour l'enseignement dans son ensemble et pour l'enseignement public en particulier.

Au surplus, le protocole et ses annexes, dont la commission fait un préalable, ne laissent aucune place véritable au problème fondamental de la démocratisation de l'enseignement.

../..



Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, puisqu'ils n'ont donné lieu à aucune consultation des organisations syndicales et autres associations directement intéressées : associations de parents et associations de jeunesse. Leur fondement essentiel reste le compromis conclu en 1958 par les "propriétaires" des différents réseaux d'enseignement.

Dans ces conditions, le Parti communiste ne peut marquer son accord sur le protocole et les annexes.

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI  
COMMUNISTE DE BELGIQUE

Bruxelles, le 20 mars 1973.



## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que les restrictions budgétaires envisagées par le gouvernement portent sur des secteurs d'une importance capitale pour les travailleurs. Les "économies" préconisées vont d'ailleurs bien au-delà de l'exercice en cours; il s'agit d'une politique à long terme et non de mesures de circonstances.

Le gouvernement veut diminuer les dépenses de l'Education nationale. Or, une telle diminution ne pourra résulter que d'économies nuisibles à l'enseignement. La démocratisation de l'enseignement, qui doit être réalisée dans le cadre de l'école pluraliste, est incompatible avec une politique de restrictions budgétaires. Quant aux sources réelles de gaspillages, qui résident dans le système anarchique consacré par l'actuel Pacte scolaire, le gouvernement a précisément refusé de les éliminer.

Le gouvernement s'en prend aussi à diverses dépenses sociales, et en particulier aux crédits de l'Assurance-Maladie-Invalidité. Or, les travailleurs savent d'expérience que les compressions dans ce domaine aboutissent toujours à réduire des avantages acquis, voire à les supprimer purement et simplement. Quant aux grands profiteurs de l'AMI, comme les trusts pharmaceutiques, tout indique qu'ils n'ont rien à craindre des intentions gouvernementales.

Ainsi que le Vice-Premier ministre Tindemans l'a confirmé au Sénat, la fermeture en 1973 de quatre charbonnages en Wallonie et la réduction de la production de coke en Campine déchargeront le gouvernement de subside affectés à cette industrie. Mais, en l'absence d'une politique de l'emploi conforme aux besoins des travailleurs et des régions, pareille économie signifie seulement que le gouvernement se dérobe à ses responsabilités sociales.

Il apparaît enfin que le gouvernement va rogner les maigres crédits consacrés à la coopération au développement, alors que les pays concernés ne bénéficient en réalité que d'une fraction dérisoire de ces crédits. Mais en même temps, le gouvernement soutient le plan de réforme de l'armée de VdB, qui implique entre autres aspects négatifs, un nouvel accroissement des dépenses militaires.

Au surplus, le gouvernement continue à faire planer la menace de nouveaux impôts.

.../..



.../..

Le Parti communiste s'oppose résolument à cette politique d'austérité et appelle les travailleurs à s'unir pour renforcer l'opposition qui se manifeste déjà contre elle.

Il faut non seulement empêcher les mauvais coups qui se préparent contre l'enseignement et l'AMI, il faut aussi réclamer plus fermement l'indexation des barèmes fiscaux jusqu'à 400.000 Fr de revenu annuel imposable et l'exonération fiscale des revenus inférieurs à 120.000 Fr par le relèvement des minima imposables.

Les ressources nouvelles dont le pays a besoin peuvent être trouvées en taxant les avoirs et les revenus des puissances d'argent qui ont été les seules bénéficiaires de la TVA, en réprimant la fraude fiscale à laquelle elles se livrent sur une grande échelle et en mettant fin à un système ruineux d'aides publiques non contrôlées qui permettent à une poignée de groupes financiers de piller les ressources de l'Etat.

Le Bureau politique du Parti  
communiste de Belgique.

Bruxelles, le 23 mars 1973.



# C O M M U N I Q U E

=====

Le groupe parlementaire communiste

- rejette comme non fondée l'opinion émise par le président de la Chambre selon laquelle la critique sévère du plan V.d.B. de renforcement de la gendarmerie pourrait être assimilée à une insulte à celle-ci ainsi qu'à l'armée ;
- regrette son refus d'insérer aux Annales de la Chambre les justifications de vote hostiles au budget de la gendarmerie qui amorce l'application de ce plan.
- appelle les travailleurs et les jeunes du pays à redoubler de vigilance afin de faire obstacle au plan V.d.B., lequel plan en liaison avec le projet de loi Vranckx et les loi anti-grèves sur le maintien de l'ordre à notamment pour objectif de rendre plus difficile l'expression de l'opinion démocratique des masses et leur lutte contre la politique dite "des revenus" pronée par le grand capital et présente sous diverses formes dans la politique gouvernementale.

Bruxelles, le 20 mars 1973



# COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique s'élève contre le projet du ministre Vanden Boeynants d'acheter en Allemagne, au prix de quatre milliards de francs, cinquante chars "Léopard" munis de nouveaux équipements anti-aériens.

Une telle dépense serait une provocation vis-à-vis des travailleurs au moment même où le gouvernement veut réaliser des économies budgétaires au détriment de l'enseignement et de la sécurité sociale.

Tout comme le plan de réforme de l'armée, qui a suscité la protestation générale des lycéens et de l'opinion progressiste, ce projet VdB a été inspiré par l'état-major de l'OTAN.

Il ne s'agirait donc pas seulement d'une dépense nuisible du point de vue social, il s'agirait aussi d'une dépense nuisible à la politique que la Belgique se doit d'appliquer pour en finir avec sa dépendance à l'égard de Washington et assurer son avenir dans le cadre de la Sécurité européenne.

Le Bureau politique du Parti  
communiste de Belgique.

Bruxelles, le 26 mars 1973.



## COMMUNIQUE

Le Bureau Politique et le groupe parlementaire du Parti Communiste de Belgique, réunis à Bruxelles le lundi 26 mars 1973, attirent l'attention du Gouvernement et du Parlement sur l'urgente nécessité de couper court au scandale de Schepdael.

Le rassemblement national et international d'anciens "S.S." et criminels de guerre, de fascistes et de néo-fascistes, prévu pour le 31 mars à Schepdael, ne peut avoir lieu.

L'autorisation serait faire injure aux victimes du nazisme ainsi qu'à tous les combattants qui ont donné leur vie, durant la guerre 40-45, pour que notre pays recouvre sa liberté et puisse vivre à nouveau selon ses propres lois.

La démocratie doit se faire respecter. Elle ne peut accorder la moindre indulgence aux fascistes qui ont voulu la noyer dans le sang et dont l'unique objectif reste de la détruire.

Le Parti Communiste, dont le rôle dans la lutte contre le nazisme est bien connu, associe son indignation à celle de toutes les organisations de Résistants, d'Anciens Combattants, de Victimes de la guerre.

Le Bureau politique et le groupe parlementaire du Parti Communiste de Belgique réclament donc du Gouvernement l'interdiction du rassemblement fasciste de Schepdael, et les mesures propres à faire respecter cette interdiction.

Le 26 mars 1973.



## AUX TRAVAILLEURS DES SERVICES PUBLICS.

Le gouvernement Leburton-Tindemans-Declercq fixera bientôt les lignes principales du budget 1974.

Des négociations seront dès lors entamées sous peu entre le gouvernement et les syndicats pour une nouvelle convention collective à entrer en vigueur le 1.1.1974.

L'importance de celle-ci ne peut être sousestimée, étant donné qu'elle exercera une influence sur le pouvoir d'achat jusque fin 1974, voire même jusque fin 1975.

Et c'est ici que réside la difficulté.

Au cours des dernières années, il s'est avéré qu'une programmation à long terme était très défavorable aux travailleurs :

- L'inflation diminue sans cesse la valeur de l'argent,
- le refus du gouvernement de lier les barèmes fiscaux à l'index, appauvrit constamment les salariés et appointés;
- les secousses monétaires menacent le pouvoir d'achat et toute la vie économique.

En outre, le gouvernement poursuit une politique des revenus inacceptable pour les travailleurs, parce que cela revient à diminuer exclusivement LEURS revenus !

Sous la pression de la Fédération des Entreprises Belges et du P.L.P., le gouvernement invoque de plus en plus les limites budgétaires, alors qu'il accepte que des dizaines de milliards soient annuellement accordés aux puissants groupes financiers (par des dégrèvements, des cadeaux, par la tolérance de la fraude fiscale, par une fiscalité antidémocratique, etc.)

De plus, il s'empresse d'élaborer ses plans de "maintien de l'ordre" à la VdB ou Vranckx, pour sévir contre ceux, qui ne veulent pas s'incliner devant les ordres des monopoles.

POUR TOUTES CES RAISONS, LA PLUS GRANDE VIGILANCE S'IMPOSE LORS DES NEGOCIATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT.



Nous proposons :

- en tout cas de ne pas conclure une convention salariale d'une durée supérieure à un an;
- de poser pour début 1974, les revendications de 6 % plus le minimum de 12.000 F, en y liant l'adaptation de tous les barèmes, particulièrement dans les catégories inférieures, sinon le retard sur le secteur privé s'accentuera à nouveau.

Nous croyons qu'une discussion sérieuse parmi les travailleurs et dans les réunions syndicales fournirait la preuve d'un large accord avec une telle exigence ainsi que la volonté de combattre en sa faveur.

C'est pourquoi nous adressant à nos collègues syndiqués et aux responsables syndicaux à tous les échelons, nous demandons une large consultation sur le projet-programme, qui tienne compte de nos propositions.

Les militants communistes des  
Services Publics.



COMMUNIQUE DE PRESSE.

Le groupe Parlementaire Communiste a déposé jeudi 14 novembre sur le bureau de la Chambre quatre propositions de loi intéressant les femmes travailleuses.

Elles ont pour objet :

- 1- D'autoriser les mères de famille à déduire du montant de leur revenu imposable les sommes qu'elles ont dépensées pour la garde de leurs enfants
- 2- D'ouvrir le droit pour la mère salariée de suspendre son activité professionnelle durant quatre semaines lorsqu'elle recueille un enfant en vue d'adoption.
- 3- De permettre à l'ouvrière et à l'employée de conserver le droit à leur rémunération durant tout leur congé de maternité
- 4- De permettre à l'ouvrier et à l'employé d'obtenir un congé, payé comme temps de travail, en cas de maladie d'un enfant à charge de moins de 16 ans, dans la limite de 10 jours par an et par enfant.

Le Groupe Parlementaire Communiste

Bruxelles, le 15 novembre 1974



# COMMUNIQUE DE PRESSE.

Constatant que le Ministre des Affaires Economiques passe de plus en plus souvent outre l'avis de la Commission de régulation des prix, le groupe parlementaire Communiste a pris l'initiative de déposer une proposition de loi qui empêcherait le gouvernement de décider seul des hausses de prix ou de tarifs, comme il vient encore de le faire pour les tarifs postaux.

Cette proposition de loi envisage deux situations face auxquelles le Ministre des Affaires Economiques serait tenu de soumettre pour avis aux Chambres législatives les déclarations de hausse des prix, de fixation des prix minimum individualisé ou des limites bénéficiaires, de fixation des prix minimum pour l'ensemble du royaume ou certaines parties de celui-ci:

- 1) quand le Ministre estime ne pas devoir suivre l'avis de la Commission pour la régulation des prix;
- 2) quand un tiers des membres ( soit 11 ) de la dite Commission représentant les milieux économiques et sociaux ( soit 33 ) expriment leur opposition aux demandes de hausse des prix dont elle a à connaître.

C'est dans les termes suivants que M. Levaux, président du groupe parlementaire Communiste justifie cette proposition :

Personne ne peut contester l'importance des décisions prises en matière de prix des produits et services du secteur privé comme des services publics, et de leurs répercussions tant sociales, économiques que politiques sur l'ensemble de la vie nationale.

Dès lors, il nous paraît normal que les Chambres législatives puissent assumer le contrôle nécessaire des actes de gouvernement en cette matière délicate. Dans ce cas un contrôle à postériori n'a évidemment qu'une signification théorique. C'est pourquoi il convient qu'avant de prendre toute décision en matière de prix, le gouvernement et son Ministre des Affaires économiques soient informés de l'avis des représentants élus de la nation quand la Commission pour la régulation des prix n'arrive pas à un accord unanime ou suffisant ou quand le Ministre pour des raisons diverses n'accepte pas de suivre l'avis émis par la dite commission.

Bruxelles, le 15 novembre 1974

Le Groupe Parlementaire Communiste



## Communiqué du Bureau Politique

Réuni à Bruxelles, le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a examiné, à la lumière des travaux du Comité Central du 11 janvier, consacrés aux problèmes internationaux, les réactions de l'opinion publique belge, comprise dans le sens le plus large du terme, devant certaines évolutions inquiétantes de la situation mondiale.

Le Bureau Politique constate d'abord qu'au niveau du gouvernement belge une coupable inertie prévaut.

Les propos menaçants de MM. Ford et Kissinger, leurs projets d'aventures militaires au Proche-Orient, l'affirmation provocatrice de la prétention des U.S.A. au "leadership" mondial, les <sup>males</sup> ~~conséquences~~ regrettables de l'ingérence du Congrès américain dans les affaires intérieures d'un Etat comme l'Union Soviétique : autant de faits qui mériteraient qu'on les juge et qu'on les condamne publiquement dans les termes appropriés, afin de dégager la Belgique de toute responsabilité, de toute complicité aussi, dans les conséquences désastreuses qui pourraient s'ensuivre.

MM. Tindemans et Van Elslande se taisent, ou en disent si peu qu'il est tout comme. Par contre, M. Vanden Boeynants et ses porte-parole, lorsqu'ils se défendent leur projet d'achat de 30 milliards de francs d'avions inutiles, utilisent une argumentation qui rappelle, par son antisoviétisme primaire, les pires moments de la guerre froide.

L'attitude gouvernementale, si elle contribue à tromper une part de l'opinion publique et à lui dissimuler la vraie nature des événements, est loin de rencontrer un assentiment unanime. Certains milieux dirigeants du P.S.C. et du C.V.P. la considèrent avec réserve. La jeunesse, certains milieux politiques et syndicaux socialistes et chrétiens démocrates manifestent à son égard, de façons diverses, un désaccord réel.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique estime cependant que le moment est venu, pour toutes les composantes du mouvement ouvrier et démocratique, de préciser leur opinion sur la situation internationale et de l'exprimer ensemble avec une efficacité telle qu'elle puisse donner à la politique étrangère belge une orientation nouvelle.



La Belgique a tout à perdre à rester un pays domestiqué par les U.S.A. et l'O.T.A.N., à se faire la complice d'une guerre du pétrole au Proche-Orient, à accepter un leadership américain qui lui interdirait de veiller à ses intérêts propres au plan international et de procéder, au plan national, aux réformes de structure économiques, ~~sociétales~~ sociales et politiques que peut exiger une riposte à la crise actuelle.

Préconisant une politique étrangère d'indépendance, axée sur la perspective d'une Europe de la Sécurité et de la Coopération et la création de liens nouveaux avec les pays du "Tiers Monde", le Parti Communiste de Belgique est avant tout partisan d'une large concertation des forces ouvrières et démocratiques du pays, touchant ces questions fondamentales.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a entamé, des démarches et pris des initiatives dans ce sens. Il compte leur donner, avec l'aide du parti et celle de ses alliés, une ~~issue~~ issue constructive.

Le Bureau Politique du Parti  
Communiste de Belgique,

Lundi 20 janvier 1975.





PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

# PRESSE

18-20, AVENUE DE STALINGRAD  
1000 BRUXELLES  
TEL. 02/512.90.15

## TRIPARTITE ... BIPARTITE OU CHANGEMENT DE POLITIQUE ?

Note pour la Conférence de presse du 17 mars 1977 par L.VAN GEYT,  
président, et Cl. RENARD, vice-président du Parti communiste de Belgique

Par-delà les conditions insolites dans lesquelles elle est intervenue, il devient chaque jour plus clair que la décision du gouvernement Tindemans, presque aussitôt devenu minoritaire, de dissoudre les Chambres avant de se présenter devant elles, visait essentiellement trois objectifs:

- bloquer la régionalisation en privant les prochaines Chambres du moyen de revoir la Constitution;
- empêcher que les fissures apparues dans la coalition et plus particulièrement dans le CVP-PSC, sous l'effet des "grèves du vendredi" déclenchées par le Front commun syndical, ne contribuent à dégager les contours d'une majorité anti-conservatrice possible;
- préparer le terrain en vue de la formation, après les élections, d'une majorité traditionnelle "solide" tripartite de préférence, destinée à associer le PSB à tout ou partie des forces conservatrices, en vue de la gestion de la crise, et à faire "rentre dans le rang" par la même occasion, les forces syndicales de plus en plus résolues, non seulement en Wallonie, mais encore en Flandre et à Bruxelles, à stopper la régression sociale, à exiger une politique de l'emploi digne de ce nom, et à débloquent la régionalisation.

C'est pourquoi, aux yeux du Parti communiste, rien n'importe davantage que de faire échec à ce plan du grand capital et de la droite, et d'oeuvrer à créer les conditions permettant, une fois élues les nouvelles Chambres, de dégager une majorité nouvelle, à prépondérance nettement progressiste, et décidée de changer véritablement de politique.



A cet égard, il n'est pas sans intérêt qu'André Cools, vienne de prendre position à Charleroi contre la participation des socialistes à la gestion de la crise. Combien, toutefois, ce propos apparaîtrait-il plus convaincant, si émanant du seul co-président wallon du PSB, il ne contrastait pas de manière tellement flagrante avec les réticences de son correspondant flamand, Willy Claes, et avec les offres de service nullement voilées à l'adresse du grand capital "moderne et dynamique", du principal candidat à la participation gouvernementale et chef de file bruxellois de son parti, Henri Simonet!

Combien aussi apparaîtrait-il plus convaincant, si le PSB ne s'était pas montré tellement réticent, jusqu'à ce jour, pour discuter de la conclusion d'un contrat politique des forces progressistes, en vue de définir en commun les conditions de toute participation ou de tout soutien à un futur gouvernement, au départ des objectifs du grand mouvement interrégional et interprofessionnel de lutte contre le politique de crise de l'équipe Tindemans !

Dans une optique similaire, il n'est pas sans intérêt que M. Gendebien, opposant de fraîche date grâce à l'ampleur particulière dudit mouvement en Wallonie, mais qui dans le Brabant wallon est apparenté au FDF qui vient d'accueillir dans ses rangs un R. Gillet, ait invité publiquement chacun des partis traditionnels, dans cette région, à prendre l'engagement de ne prendre part à aucun gouvernement triparti qui n'inscrirait pas dans son programme la réalisation de la régionalisation, sur la base de l'art. 107 quater de la Constitution.

Bien entendu, cette invitation eût considérablement gagné en clarté, si elle avait eu trait: non seulement aux gouvernements tripartis, mais encore aux coalitions biparties à l'échelle du pays et aux futures majorités régionales, quelles qu'elles soient en Wallonie particulièrement - y compris dans celles auxquelles le RW lui-même pourrait être amené à participer... Elle eût considérablement gagné en signification, si elle avait porté non seulement sur la régionalisation, mais encore sur le profond changement de politique économique et générale, sans lequel il apparaît désormais impossible de rompre avec la crise, tant à l'échelle de la Wallonie qu'à celle du pays!



C'est pourquoi, le parti communiste réaffirme pour sa part une fois encore qu'il est disposé à souscrire à tout contrat politique, tant régional que national, par lequel les formations signataires s'engageraient à subordonner leur participation ou leur soutien à toute future coalition gouvernementale, ou à toute future majorité régionale, à l'acceptation d'un programme minimum, qui s'inscrive dans le sens des objectifs du grand mouvement interrégional et interprofessionnel de lutte contre la politique de crise.

Un tel engagement, que le Parti communiste prend dès à présent devant les électeurs, constituerait la réponse la plus claire et la plus convaincante aux spéculations de la droite en vue de l'après-~~élection~~ et créerait un point de départ solide en vue d'un véritable changement de politique, par opposition à une ~~simple~~ <sup>SIMPLE</sup> "redistribution des cartes".

Il porterait, dans ses grandes lignes <sup>sur</sup>

- la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, des allocataires sociaux et de leurs familles, contre toute régression sociale, et notamment par la modération des tarifs de la TVA;

- le rééquilibrage des finances du pays par la lutte contre la spéculation, les gaspillages, la grande fraude fiscale et par une taxation substantielle des grosses fortunes,

- la relance de l'emploi par l'instauration des 36 heures, la fixation du droit légal à la pension complète à 60 et 55 ans, la planification impérative et contrôlée des investissements, tant publics que privés, et la mise sous contrôle public des secteurs du crédit, de l'énergie, <sup>de la</sup> ~~de la~~ <sup>et des</sup> grosses constructions mécaniques.

- la mise en place de la régionalisation et la simplification des institutions qui en découle logiquement;

- la diversification de nos échanges extérieurs vers les pays socialistes et du Tiers-monde;

- une active contribution belge aux progrès de la détente et du développement.

BRUXELLES, LE 17 MARS 1977





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

## COMMUNIQUE.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique exprime son indignation et sa réprobation totale devant l'escalade dans la répression de l'avortement médical - notamment dans la région bruxelloise.

Pour la première fois, des femmes sont poursuivies pour avoir subi des interruptions volontaires de grossesse pratiquées par des médecins compétents et intègres, dans des hôpitaux et des centres publics.

Ces initiatives du pouvoir judiciaire risquent de rejeter des milliers de femmes - des milieux les plus défavorisés - vers des pratiques clandestines, dangereuses pour leur santé et leur avenir.

Le ministre de la Justice déclarait le 25 janvier dernier que " la matière de l'interruption volontaire de grossesse était délicate et qu'elle posait le problème de l'opportunité des poursuites".

Devenu vice-premier ministre, il lui a été demandé cette semaine, en séance publique de la Chambre, par le président du P.C.B., s'il avait changé d'avis. On attend sa réponse.

Le Bureau politique rappelle ses positions antérieures et les propositions de loi du groupe parlementaire communiste pour la dépénalisation totale de l'avortement.

Il rappelle ses propositions visant la suspension des poursuites jusqu'à ce que le Parlement issu de prochaines élections soit en mesure d'apporter en toute sérénité des solutions valables à un problème dont les conséquences dramatiques sont supportées essentiellement par les femmes de condition sociale modeste.

Il estime que la situation créée par l'aggravation de la répression rend plus urgent que jamais l'adoption de cette mesure.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique,  
Bruxelles, le 27 octobre 1978





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du parti communiste a fait le point de la situation politique après le vote de la loi des finances et la sélection, par la commission sénatoriale, des articles de la Constitution qui pourront être révisés sous la prochaine législature.

Il constate que la manière dont ces deux opérations ont été menées confirme que le gouvernement Vanden Boeynants a bien pour but de préparer, au-delà des élections, la poursuite et l'aggravation de la politique de son prédécesseur.

Il s'agit d'une part de pousser plus avant le pays sur les rails d'une austérité qui perpétue la crise aux dépens des masses populaires tout en préservant les profits monopolistes et, d'autre part, de continuer à dissocier la régionalisation des réformes de structure économiques et des progrès démocratiques qui, seuls, pourraient lui donner un contenu positif dans la perspective du fédéralisme.

C'est pourquoi le parti communiste appelle une fois de plus les travailleurs à agir dans l'union et à porter leurs luttes sur le terrain politique pour exiger des changements véritables.

C'est le seul moyen pour eux de rendre utile à leur cause un scrutin que Vanden Boeynants, dans la foulée de Tindemans et avec le concours des mêmes partenaires socialistes, démo-chrétiens et régionalistes, essaie de conditionner en faveur de la droite.

Le Bureau politique du parti  
communiste de Belgique  
Bruxelles, le 6 novembre 1978





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

### COMMUNIQUE DE PRESSE.

Le samedi 10 février 1979 ont eu lieu deux manifestations. L'une à Bruxelles. Une centaine de personnes y protestaient contre le traitement subi en France, par l'avocat ouest-allemand Klaus Croissant. Pour s'être chargé de la défense de terroristes ouest-allemands, il avait été arrêté, extradé et remis aux autorités de Bonn. Il se trouve toujours en prison. Nous ne voulons absolument pas défendre le terrorisme, mais certaines comparaisons s'imposent. Car à Bruxelles, les manifestants, solidaires de Klaus Croissant, ont été victimes des charges brutales de la police et de la gendarmerie.

L'autre manifestation avait lieu à la même heure, à Schilde, près d'Anvers. Une série de membres du VMO y défilaient en uniformes, derrière des slogans manifestement racistes, appelant à l'expulsion des travailleurs émigrés.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que la gendarmerie et la police, manifestement prêtes à s'attaquer à des manifestations démocratiques, protègent par ailleurs des manifestations réactionnaires. Il souligne la différence entre les deux attitudes et appelle les forces démocratiques du pays à s'unir contre le racisme et le fascisme en essor, et contre l'attitude manifestement bienveillante des autorités à leur égard.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique  
Bruxelles, le 12 février 1979





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

## COMMUNIQUE.

-----

L'impasse communautaire, qui vient de s'illustrer à nouveau par l'échec des deux médiateurs, deux mois et demi après les élections, risque d'avoir des conséquences politiques d'une extrême gravité. Sa persistance fait de toute évidence le jeu des forces de droite qui manoeuvrent depuis longtemps pour limiter la démocratie parlementaire et pour frayer la voie à un pouvoir autoritaire, hostile au fédéralisme et aux revendications du mouvement ouvrier.

Cette impasse n'est pourtant pas inévitable. Elle résulte du fait que les partis candidats au gouvernement refusent tous de s'engager sur le chemin d'une régionalisation démocratique, soit qu'ils continuent à jouer la carte de l'unitarisme, comme le CVP et, d'une autre manière, le PSC, soit qu'ils s'anlisent dans de fausses solidarités linguistiques.

Cet imbroglio dangereux n'en confère que plus de valeur à la proposition avancée par le parti communiste, à savoir le recours à l'issue la plus démocratique: l'élection rapide des trois assemblées régionales et des deux assemblées communautaires, avec la formation au sein de chacune d'elles de majorités conformes aux indications du corps électoral.

A défaut d'une telle initiative, il n'est point d'issue à la crise. Celle-ci entrerait dans une nouvelle phase d'aiguïsement si la convocation des Conseils culturels, qui a été demandée de divers côtés ces derniers temps, devait contribuer à cliquer les oppositions communautaires telles qu'elles se présentent actuellement.

Tout comme l'Interrégionale wallonne de la FGTB, le parti communiste est d'avis que la clé du déblocage de la crise politique est dans la mobilisation des travailleurs et dans le regroupement des forces progressistes, majoritaires en Wallonie.



La situation est d'autant plus périlleuse que, pendant tout ce temps, le gouvernement Vanden Boeynants expédie comme bon lui semble les affaires courantes - et d'autres qui le sont beaucoup moins - à l'abri de tout contrôle parlementaire. Même la réunion à huis-clos pour entendre l'explication du gouvernement sur l'envoi des paras au Zaïre a montré qu'aucun contrôle digne de ce nom ne sera possible aussi longtemps que les Chambres ne seront pas convoquées.

Le parti communiste de Belgique réclame en conséquence la réunion du Parlement issu des élections du 17 décembre 1978. Il invite les travailleurs, et notamment ceux en lutte pour l'emploi et les revendications, à intervenir dans le même sens.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique  
Bruxelles, le 27 février 1979





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

## C O M M U N I Q U E

Au treizième jour de l'invasion du Vietnam par l'armée chinoise, rien n.'indique que cette agression qui fait le jeu de l'impérialisme soit sur le point de prendre fin. Elle se poursuit et pourrait même s'amplifier avec la complicité des Etats-Unis et sans susciter de désapprobation nette du gouvernement belge et de ses partenaires européens.

Chaque jour qui passe accroît le nombre de victimes, les souffrances du peuple vietnamien, les dégâts incalculables infligés à la cause du socialisme, de la libération des peuples et de la détente internationale, les dangers d'escalade d'un conflit qui menace la paix du monde.

L'opinion publique, les organisations ouvrières et démocratiques, les élus qui s'en réclament ne peuvent garder le silence. Leur intervention doit amener le gouvernement à se prononcer pour l'arrêt de l'intervention de la Chine, le retrait immédiat des forces chinoises du Vietnam, premières conditions d'un règlement pacifique qui implique le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de toutes les parties.

Le Comité Central du Parti Communiste  
de Belgique

Bruxelles, le 1er mars 1979





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

### COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

C'est une première étape dans la mobilisation contre l'intransigeance du grand patronat et la loi-programme, qui vient de se terminer avec la semaine d'action de la FGTB. Etape réussie, en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles, et qui prépare l'étape suivante: la journée nationale du 7 décembre.

Au delà de la FGTB, des régionales ou des centrales de la CSC se joignent au mouvement, dont commence à se dessiner l'impact sur les forces politiques liées au monde du travail. En effet, outre le soutien déclaré du PCB, quelques responsables et élus du PS et du BSP ont apporté leur appui à l'action syndicale, même si la plupart préfèrent encore attendre...

De premiers résultats ont été obtenus: la loi-programme est tronçonnée et sur l'ensemble du projet affluent les amendements. Quant au plan de démantèlement de la SNCB, l'action unie des cheminots et des usagers a imposé son report.

Cependant, la droite est loin de lâcher prise; ministres et dirigeants du PS, du BSP, ~~libéraux, du MOC et de l'UDV~~ du RDF sont encore loin de se dissocier d'elle. C'est au pas de charge qu'est mené le "débat" sur la mini-loi et le budget 80, tous deux construits sur la loi-programme. A cet égard, dans les états-majors de la coalition gouvernementale, aucune option de base n'a été remise en cause.

Et la mini-régionalisation est plus embouteillée que jamais.

Or, à défaut de certains changements fondamentaux - la généralisation des 38 heures et l'avancée vers les 36 heures, la libre négociation des conventions, la réforme fondamentale de la Sécurité sociale, la taxation des grosses fortunes, le freinage de la spéculation et de la fraude fiscales, des pas concrets vers une régionalisation démocratique - la situation des travailleurs et allocataires sociaux va encore s'aggraver. En effet, à défaut de tels changements, le retour offensif de l'ensemble du plan de régression deviendra inéluctable.



2.

C'est ce qui donne toute son importance à la 'journée du vendredi 7 décembre.

Il est capital pour l'écrasante majorité des femmes et des hommes de ce pays que le 7 décembre soit

une étape nouvelle de la mobilisation pour faire céder le grand patronat flamand et francophone.

Il est capital que le 7 décembre soit

un pas supplémentaire vers l'action convergente avec les travailleurs chrétiens, leurs organisations et les autres forces sociales visées par la régression.

Il est capital que le 7 décembre soit

un levier puissant pour amener les mandataires politiques liés au monde du travail à se dissocier des options régressives auxquelles s'accroche avec obstination le gouvernement, et à venir à bout du blocage de la réforme des institutions par les forces conservatrices.

Ainsi, sous la pression du mouvement en marche, le gouvernement serait amené à remettre sur le métier sa funeste loi-programme, à en changer l'orientation.

L'objectif est ambitieux, certes. A la mesure des dangers qui menacent la population travailleuse. A la mesure aussi, pensons-nous, des potentialités du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays.

Donner cette perspective du 7 décembre, réussir cette mobilisation de salut public, c'est aussi opposer le barrage le plus sûr au fameux vide politique sur lequel spéculent les Tindemans et les Gol. NON, ni le chaos, ni la loi-programme, ni les blocages conservateurs, ne sont fatals.

Beaucoup dépendra de l'ampleur de la journée nationale du 7 décembre.

Le Bureau politique du  
Parti communiste de Belgique,  
Bruxelles, le 4 décembre 1979.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique prend acte avec satisfaction du refus massif et clair opposé par les syndicats aux projets de régression sociale du gouvernement Martens IV.

Contrairement aux affirmations de la droite et de ses auxiliaires, ce refus n'est pas purement négatif puisqu'il s'explique d'abord par le fait que le gouvernement propose des mesures qui aggraveraient la crise si elles étaient appliquées et escamote toutes celles qu'il faudrait prendre pour combattre le chômage.

La droite, qui mène le jeu, va maintenant essayer de contourner l'obstacle en reportant son effort principal sur le Parlement. Elle avait d'ailleurs annoncé la couleur dès avant la CNT en affirmant que, de toute façon, le gouvernement déciderait en dernier ressort.

Son objectif est d'amener ses partenaires socialistes et démocrates chrétiens, déjà gravement compromis, à s'enfermer jusqu'au bout en s'associant au vote de lois inacceptables ainsi qu'à de nouvelles manoeuvres destinées à amortir la riposte des travailleurs.

A cette fin, on invoquera abondamment les prérogatives de la démocratie parlementaire. Il est donc essentiel de rappeler que le respect de la volonté populaire est la pierre de touche de toute démocratie. Le plus grave danger qui menace actuellement notre démocratie est celui d'un divorce entre les travailleurs et la majorité de leurs élus. Un tel divorce ne pourrait qu'encourager les entreprises de la droite et les menées des groupes fascistes.

Il faut tout faire pour empêcher l'exécution du plan de la droite. C'est parfaitement possible. Le renforcement de l'indépendance syndicale, qui s'est traduit par le refus des projets gouvernementaux, reste le meilleur moyen de barrer la route à la régression sociale.

.../...



A condition de se mobiliser, de s'unir dans l'action, de multiplier les contacts avec leurs élus, les travailleurs peuvent amener les mandataires politiques qui se réclament d'eux à transposer sur le plan parlementaire le "non" résolu que les assemblées syndicales viennent d'exprimer face aux projets gouvernementaux. A cette condition s'en ajoute une autre: mettre en avant, avec toute la force voulue, les vraies solutions de rechange qui consistent, en un mot comme en cent, à prendre l'argent là où il se trouve:

- Prélever 50 milliards sur la grande fraude fiscale et 50 autres sur les grosses fortunes; récupérer 300 milliards, par voie d'emprunt obligatoire, sur l'évasion des capitaux.

Le Bureau politique du Parti communiste  
de Belgique,

Bruxelles, le 3 décembre 1980





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

# PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

DEFENDRE L'INDEX, PRENDRE UN AUTRE CHEMIN

---

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique, examinant les péripéties gouvernementales et politico-sociales de ces derniers jours, constate que la pression des forces de droite sur le gouvernement Eyskens ne se relâche pas un instant.

Le C.V.P. a donné le ton en présentant un programme de restrictions qui s'en prend entre autre, sans pudeur, aux allocations familiales. Et dans tous les milieux de la droite politique et du grand patronat il est fortement question des admonestations autoritaires de la Commission des Communautés européennes concernant le "système belge" de rattachement des traitements et salaires à l'index. Admonestations dont M. Mark Eyskens a publiquement espéré qu'elles "influenceraient tous les responsables", exprimant ainsi les espoirs les plus chers de la F.E.B.

Pour le reste, estime le Bureau politique, l'incohérence de la politique d'austérité éclate partout. L'accord sidérurgique apparaît de plus en plus comme une duperie dont certains protagonistes eux-mêmes ne maîtrisent plus le déroulement ni les conséquences. Le système Maribel, tant vanté, se révèle comme un non-sens budgétaire et économique aux effets contraires à ses objectifs supposés.

Dans cette situation aux rebondissements d'apparence désordonnée, poursuit le Bureau politique, il faut déceler plusieurs tendances qui semblent de plus en plus clairement dessinées. La première veut durcir l'austérité à tous prix. La deuxième essaie de composer avec la politique d'austérité sans trop se détacher des intérêts populaires ; elle est loin d'être homogène, comme l'indique la distance séparant Willy Claes d'Ernest Glinne sur le problème-clé de l'index. La troisième tendance enfin défend l'index, les droits sociaux acquis, et l'idée qu'il faut chercher l'argent où il se trouve, chez les détenteurs de grosses fortunes et les gros fraudeurs du fisc et non chez les citoyens dont la destinée est d'être taxés automatiquement et sans recours.



2.

Cette dernière /tendance a été exprimée à nouveau, avec une clarté particulière, par le secrétaire général de la F.G.T.B., Georges Debunne.

Cela confirme la justesse des options du P.C.B. :

1. La politique déflatoire mène à l'impasse ;
2. Il ne peut être question de toucher à l'index ;
3. L'argent nécessaire à l'assainissement du budget, à la défense et à la relance de l'emploi peut être trouvé :

- en réprimant la grosse fraude fiscale
- en taxant les grosses fortunes
- en imposant un emprunt forcé aux exportateurs de capitaux (banques, sociétés d'assurance, holdings).

C'est dans ce sens que doivent s'orienter, dans l'unité la plus large, les efforts du monde du travail et des mandataires qui se réclament de sa cause.

Bruxelles, le 3 août 1981

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique.



COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU  
PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE.

Convaincu d'être l'interprète d'innombrables citoyens de ce pays, le Parti communiste de Belgique exprime sa très profonde inquiétude devant la décision du président Reagan de construire la bombe à neutrons.

Cette décision, qui coïncide avec l'anniversaire de la bombe d'Hiroshima, est prise au moment où parmi les membres européens de l'OTAN s'accroît la pression en faveur d'indispensables négociations Est-Ouest sur l'armement atomique. Elle aggrave notablement les risques d'apocalypse nucléaire.

Le ministre belge de la Défense, le CVP F. Swaelen, s'est cependant empressé d'emboîter le pas au président des USA, en tentant de faire admettre que la décision de Reagan ne concerne que les Etats-Unis.

En vérité, il s'agit d'un défi à l'Europe. Une Europe à laquelle le chef de file de l'OTAN prétend refuser tout droit de veto, mais qui devrait servir de terrain d'expériences nucléaires, donc de cimetière.

Car, rappelle le Bureau politique du PCB, la bombe à neutrons est d'autant plus condamnable qu'elle préserve les biens et tue les personnes.

L'opposition populaire à la bombe à neutrons avait contraint en 1978 Jimmy Carter à reculer. Elle peut, en se développant rapidement et en s'affirmant avec énergie, aggraver les contradictions et rivalités entre les ministres Haig et Weinberger, faire reculer Reagan.

Contre la mort nucléaire, pour l'utilisation des ressources économiques et scientifiques de la planète au service de l'humanité, pour enrayer la course aux armements, pour une Europe plus autonome, le PCB appelle tous les Belges attentifs au péril atomique à faire entendre leur voix.

Informez vos concitoyens, protestez, agissez -surtout en direction du gouvernement belge -, voilà en ce mois d'août si lourd de menaces, des moyens de défendre l'avenir et la détente.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique  
Bruxelles, le 10 AOÛT 1981.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

Communiqué de presse  
-----

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que les travaux de la commission parlementaire d'enquête sur le drame du Heysel ont contribué à mettre en lumière nombre de carences et de responsabilités des organisateurs du match du 29 mai et des autorités comptables de la sécurité dans le stade - carences et responsabilités que, dans un premier temps, ces organisateurs et ces autorités avaient tout fait pour dissimuler jusqu'à et y compris en faussant la chronologie des faits.

Du rapport de la commission ne ressortent pas seulement une série de fautes et de manquements graves, impliquant des conséquences soit politiques et administratives, soit éventuellement judiciaires; il appartient au Parlement et à l'opinion publique de veiller que les principaux responsables ne puissent y échapper.

Il se dégage du même document à quel point il est nécessaire de soumettre à un sérieux contrôle démocratique, tant le comportement de certains grands manitous de l'affairisme sportif, qui imposent trop souvent leur loi aux représentants de l'intérêt public, que le fonctionnement d'un corps aussi fermé et aussi hiérarchisé que la gendarmerie - fonctionnement qui s'apparente en trop de circonstances à celui d'un Etat dans l'Etat.

C'est là une raison supplémentaire pour accueillir avec la plus grande méfiance les arguments invoqués au départ du drame, pour réclamer - à la suite des ministres Gol et Nothomb - un nouveau renforcement des effectifs de la gendarmerie, ou encore - à la suite du commandant en chef de ce corps - le recours au système du commandement unique entre gendarmerie et polices communales. Les travaux de la commission d'enquête ont d'ailleurs confirmé le caractère fallacieux de ces arguments.

C'est là également une raison pour demander que le Parlement veille - en donnant à cette commission un mandat supplémentaire ou de toute autre manière - que les profonds remous suscités par les événements du Heysel ne se soldent pas - à la faveur d'enquêtes administratives et judiciaires poursuivies à l'abri du contrôle de l'opinion publique - par le sacrifice de quelques lampistes ou autres boucs émissaires, mais qu'ils débouchent au contraire sur de sérieuses réformes démocratiques qui préviennent d'autres drames.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique

Bruxelles, le 8 juillet 1985.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

COMMUNIQUE DE PRESSE  
-----

Le Bureau politique du P.C.B. exprime son émotion devant les tueries qui viennent de se produire dans le Brabant.

Qu'elle relève du banditisme "pur" ou du terrorisme, la répétition de telles violences montre bien et l'échec de la politique suivie jusqu'ici en la matière et la nécessité d'un grand débat démocratique sur les problèmes de la sécurité publique.

X

X

X

Il est significatif qu'à l'approche du 1er novembre, date fixée par le gouvernement des Pays-Bas pour se prononcer définitivement sur l'implantation des missiles de croisière à Woensdrecht, certaines sources américaines laissent entendre que l'URSS aurait commencé effectivement à ramener le nombre de missiles SS-20 déployés sur son territoire au niveau de juin 1984. Il s'agirait là d'un développement qui, en vertu des engagements pris par l'actuelle équipe de La Haye envers son Parlement et son opinion publique, devrait entraîner une décision de non-installation.

Dans la perspective des élections du 13 octobre et de la formation du futur gouvernement belge, tout cela donne encore plus de poids à la volonté, majoritaire dans l'opinion publique, de voir notre pays se doter à nouveau des moyens de peser effectivement dans le sens de la désescalade. En usant de son droit souverain de renvoyer les premiers missiles implantés à Florennes, la Belgique provoquerait à coup sûr un "autre geste" équivalent du côté du pacte de Varsovie.

C'est ce à quoi ne manqueront pas de s'employer le Parti communiste et ses futurs élus, aux côtés des forces de paix, au sein comme à l'extérieur du futur Parlement.

Bruxelles, le 30 septembre 1985

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### LE GOUVERNEMENT DOIT DESAVOUEUR M. DE DONNEA

Le Parti Communiste de Belgique s'étonne de l'absence de réactions officielles -du Premier Ministre et du Ministre des Relations extérieures- aux initiatives prises par M. de Donnée au Zaïre.

Ces initiatives, qui concernent beaucoup plus les Affaires étrangères et la politique générale de notre pays que le département de la Défense Nationale dont le Ministre P.R.L. est le titulaire, sont en effet inadmissibles. Accroître l'aide militaire belge au Zaïre, lui accorder des crédits supplémentaires est un véritable scandale. A la fois pour le soutien ainsi apporté au régime dictatorial de Mobutu et au lendemain des décisions de Val Duchesse qui s'en prennent durement à l'enseignement, aux chômeurs, aux pensionnés, aux allocataires sociaux, à toute la population laborieuse. Et l'alliance eurafricaine prônée par M. de Donnée amènerait la Belgique et ses forces armées à voler au secours de Mobutu et des autres dictatures africaines chaque fois qu'ils seraient en butte à l'opposition de leurs peuples. Cela ne manquerait pas de provoquer une dangereuse escalade de la politique des blocs en Afrique.

En ne réagissant pas, le gouvernement s'inclinerait une fois de plus devant la politique du fait accompli de M. de Donnée qui l'avait déjà pratiquée en donnant le feu vert à l'implantation de nouvelles armes chimiques américaines en Europe et en prenant position pour la "guerre des étoiles" de Reagan.

Le P.C.B. souhaite que tous ceux qui s'émeuvent des initiatives de M. de Donnée expriment avec force leur désapprobation et exigent que le gouvernement les désavoue.

Bruxelles, le 10 juillet 1986.



# Le drapeau rouge

QUOTIDIEN DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

FONDE PAR JOSEPH JACQUEMOTTE

## CONFÉRENCE DE PRESSE - 25 SEPTEMBRE 1986

Le Drapeau Rouge est redevenu un quotidien depuis 1974. Grâce à un effort de diffusion militant et au soutien financier de l'organisation politique il a continué à paraître régulièrement en s'appuyant également dans une mesure importante sur l'aide publique à la presse.

Il n'est pas le seul à connaître des difficultés. C'est le lot de toute la presse d'opinion. La loi tendant à maintenir la diversité dans la presse d'opinion, promulguée le 27 décembre 1974, tendait à assurer une aide directe pour soulager un peu les quotidiens de la concurrence de la radio et de la TV. Le législateur a introduit un mécanisme de répartition plus sélectif de l'aide en faveur des entreprises de presse moins favorisées, c'est-à-dire les quotidiens dont le tirage et les recettes publicitaires sont faibles.

Le montant de ce crédit est très modeste si on le compare aux sommes consacrées à l'aide aux entreprises. Fixé à 100 millions en 1973, il a été porté à 200 millions en 1975, à 240 millions en 1980 pour revenir par un lent grignotement à 161 millions en 1983 et n'a pas bougé depuis. Il faut noter que ce crédit est réparti également entre les titres francophones et néerlandophones et qu'une part du crédit est réservé à l'Agence Belga (6%) et à l'unique quotidien d'expression allemande (4%).

Ce lent grignotement s'est brutalement accéléré avec les mesures de Val-Duchesse. Le gouvernement a remené le crédit à 120 millions soit une diminution de 40 millions pour 1986 et d'encore 40 millions en 1987 ce qui réduira le montant de l'aide directe à la somme de 30 millions!

Cette mesure intervient alors qu'en début d'année des assurances étaient données qu'il n'y aurait pas de modification et que les budgets de presse ont été élaborés en tenant compte des montants initialement prévus dans le cadre de la loi.

Dans le même temps le budget d'INBEL est augmenté de 30 millions.

Ce qui est soustrait à la presse d'opinion est transmis pour l'essentiel à cet organisme qui défend et illustre la politique gouvernementale.

Pour notre journal, les mesures actuelles se traduisent par une diminution draconienne de l'aide directe qui passe de 9.400.000 frs environ, à un peu plus de 6.600.000 frs pour cette année encore, nous mettant dans une situation de trésorerie dramatique. De plus la subvention est payée avec retard et le règlement définitif pour 1986 est annoncé "dans le cadre d'une révision globale de l'aide aux médias". Nous sommes donc dans l'incertitude pour 86 et surtout pour 87.



On voudrait étrangler la presse d'opinion, on ne procéderait pas autrement. Dans l'état actuel malgré les promesses avancées, l'aide n'est pas accordée sur une base plus sélective. Si rien ne bouge cela se traduira par une diminution de 2 millions 800 mille francs en 86 et plus de 3.500.000 frs l'année prochaine.

Nous ne pouvons accepter cette situation. Il est grand temps que l'opinion prenne conscience du danger qui menace les journaux les moins puissants, si l'on veut maintenir la diversité dans la presse d'opinion.

Nous entendons bien continuer à paraître en faisant appel au soutien des lecteurs tout en poursuivant notre action pour une législation qui garantisse le droit à l'information et assure concrètement la liberté de presse.

X X X

Les décisions de Val-Duchesse concernant l'aide à la presse viennent épauler un processus de contrôle croissant du secteur de l'information par le capital financier. La presse francophone est dominée par trois groupes qui n'ont cessé d'élargir leur influence tant dans le domaine de la presse écrite que dans celui de radios locales publicitaires voire de la télévision. Celle-ci est l'objet d'une privatisation croissante dans la CEE tant au niveau des grandes chaînes que des réseaux locaux. Les récentes dispositions gouvernementales provoquent d'ailleurs déjà des déstabilisations dans les télévisions communautaires et créent des conditions favorables à une percée du privé dans ce domaine également.

C'est donc dans ce cadre général qu'il faut situer l'attaque frontale contre la presse progressiste qui, au niveau quotidien, ne pèse déjà plus que pour 10% dans l'ensemble des quotidiens.

Au domaine de l'information classique, il faut ajouter celui d'un secteur en développement: les banques de données et l'ensemble des activités de services informatiques et de télécommunications qui participent de plus en plus à la production, au stockage et à la transmission du capital informationnel.

Là aussi les groupes financiers dominent et réduisent le pouvoir de contrôle des pouvoirs publics donc la possibilité d'une approche démocratique.

Telle mise sous tutelle de l'information, au sens général, coïncide aussi avec l'étouffement d'une politique culturelle de masse tout en asservissant la conception, la production et la diffusion de supports culturels à la grande bourgeoisie tant par la sponsorisation que par le recours à la publicité.



La globalité de cette démarche néo-libérale s'inscrit dans une stratégie cohérente. Les mutations technologiques engendrent une nouvelle couche de travailleurs plus aptes de par leur niveau de qualification et leurs activités dans l'entreprise à saisir les choix de gestion et à les mettre le cas échéant en cause. La lutte des classes, dans la nouvelle révolution scientifique, va s'étendre à de nouveaux terrains. Ce ne seront plus les revendications salariales, d'emploi, de sécurité sociale qui seront les seuls moteurs des luttes, mais aussi les droits démocratiques dans l'entreprise, le contrôle de la gestion patronale etc.

C'est pour tenter de neutraliser ce processus que les milieux patronaux dépensent tant d'efforts pour imposer un modèle culturel comme pour façonner l'information.

La défense de la presse progressiste, plus spécifiquement de notre quotidien communiste s'inscrit donc dans un très large combat de défense et d'extension de la démocratie. C'est pourquoi les communistes attachent tant d'importance, aujourd'hui à préserver et à adapter leur presse.

X X X

De ce qui précède, on peut déduire que le Drapeau Rouge est face à un superbe défi. Ce défi nous le relevons. La rédaction, les travailleurs qui fabriquent le journal, les militants du parti s'y emploient, et proposent aux militants progressistes d'assurer avec eux l'avenir du journal.

La gauche, au sens le plus large du terme, ne dispose guère d'organes de presse pour s'exprimer, ouvrir des pistes de réflexion, confronter ses idées, dialoguer. Le DR propose de faciliter ces débats. Dans cet esprit, il ouvrira ses colonnes à des militants et à des organisations progressistes.

Parallèlement, le DR présentera dès la mi-octobre un "look" différent. Le nouveau-né sera présenté au cours d'une rencontre avec la presse au moment du lancement de la nouvelle formule.

Encore faut-il rassembler tout de suite les moyens nécessaires aux mutations décidées. Et le parti en premier se mobilise sur des objectifs ambitieux axés d'une part sur une campagne sans précédent pour gagner de nouveaux abonnés, d'autre part sur ce que dans notre jargon, nous appelons un "fonds pour la presse".

Ouverture, nouvelle formule, action militante et, bien sûr, une bonne campagne publicitaire, le DR repart de l'avant.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

## PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

### COMMUNIQUE DE PRESSE

#### SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE "CUIVRE ET ZINC"

Le Conseil francophone du Parti communiste, réuni le 13 décembre, salue les travailleurs de "Cuivre et Zinc" en lutte pour la réintégration des deux délégués syndicaux, Trinc et Zambon, de la FGTB, licenciés.

Dans une lettre adressée à des milliers d'exemplaires, y compris à notre président Robert Dussart, la direction de "Cuivre et Zinc" déclare que, quel que soit le verdict du tribunal du travail, les délégués syndicaux resteront licenciés.

La Société Générale de Belgique, par l'intermédiaire de son directeur wallon de "Cuivre et Zinc", M. de Radigues, montre ainsi qu'au-delà des deux délégués, c'est l'organisation syndicale elle-même qui est visée.

En effet, dans la même lettre, la direction de "Cuivre et Zinc" avoue qu'elle envisageait une nouvelle restructuration de l'entreprise sur le dos des travailleurs, éclairant ainsi les raisons du caractère provocateur du lock-out de juin 1986 et du blocage actuel. La S.G.B. veut faire un exemple.

C'est pourquoi le Conseil francophone du Parti communiste appelle tous les travailleurs à soutenir fermement leurs camarades de "Cuivre et Zinc".

Bruxelles, le 13 décembre 1986.





PARTI COMMUNISTE  
DE BELGIQUE

**PRESSE**

Avenue Stalingrad 18-20  
1000 BRUXELLES  
Tél. 512.90.12

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les derniers événements viennent de confirmer que le gouvernement Martens-Gol a bien défendu les intérêts des banques, des holdings, de la F.E.B.

La Bourse de Bruxelles, les spéculateurs financiers et les sociétés industrielles sont ravis de la hausse des profits et ils en redemandent.

Le revers de la médaille c'est l'aggravation dramatique du chômage et de la pauvreté, c'est la casse de l'emploi, y compris pour des entreprises performantes.

Le sous-développement de nos régions s'accélère, les travailleurs et allocataires sociaux connaissent une insécurité croissante pour leur emploi, leurs moyens d'existence. Nous avons prévu une société duale, nous y allons.

Les communistes sont préoccupés. Non pas qu'ils soient étonnés de la politique menée par Martens-Gol ou des discours de Leysen et de la Société générale. Ceux-ci se situent dans la logique des intérêts qu'ils défendent. Mais les communistes sont préoccupés par le fait que la politique et les idées néo-libérales continuent à tenir le haut du pavé - on l'a encore vérifié à l'occasion du récent congrès du PRL - face à de grandes forces populaires qui restent sur la défensive.

Bien que le PS soit dans l'opposition parlementaire et le PSC au gouvernement, les congrès que ces partis viennent de tenir à une semaine d'intervalle ne présentent pas de différences radicales quant à leur jugement de fond sur le chômage, la casse industrielle, le déficit des finances publiques et la politique d'austérité elle-même. L'un et l'autre expriment le souci d' "humaniser" Val-Duchesse, mais le PSC dit clairement qu'il entend le faire seul dans le cadre de la coalition gouvernementale en place. Non sans duplicité, le PSC espère apaiser ainsi le mécontentement de sa base populaire -, syndiqués chrétiens, enseignants, etc. - et M. Gol l'a fort bien compris : "à chacun son rôle et sa sphère d'influence...".

Les offres de service à peine déguisées du PS ne peuvent que faciliter la tâche des dirigeants du PSC dans la mesure où elles leur donnent des arguments supplémentaires pour faire croire qu'aucune autre politique n'est possible.

Le Parti communiste n'est nullement pour la politique du pire, mais il pense qu'une autre politique est possible et qu'il faut précisément la faire prévaloir pour éviter le pire. Ce ne sont pas les forces qui manquent à l'opposition pour agir avec plus de vigueur non seulement au Parlement, mais aussi et même surtout sur le terrain, pour arrêter le massacre économique et social qui, selon le patronat, devrait durer jusqu'à l'an 2000.

.../...



.../...

C'est à la construction de ce grand mouvement d'opposition populaire qu'il faut se consacrer aujourd'hui.

### L'enjeu des élections sociales

On conçoit que les élections sociales ne se situent pas en dehors de ces préoccupations.

Dans la perspective d'une amplification des luttes contre la politique de Val-Duchesse, il faut nécessairement prendre en compte la manière dont les deux grandes organisations syndicales se positionnent face au gouvernement, à sa politique néo-libérale et au patronat. Certes, l'on ne peut ignorer que la stratégie attentiste du PS ne pèse que trop souvent sur le comportement de la F.G.T.B. Mais il n'est pas douteux, dans les conditions actuelles, que les leaders démocrates-chrétiens et centristes du PSC ne manqueraient pas d'interpréter un succès global de la CSC comme une approbation de leur mauvais compromis avec le néo-libéralisme et avec les pires conservateurs de leur propre parti.

En tout état de cause, il est essentiel que le scrutin du mois d'avril permette l'élection d'un maximum de candidats combattifs. On les connaît : ils s'opposent depuis des années à la politique anti-sociale du gouvernement et du patronat.

Dans des conditions difficiles, avec les travailleurs de leurs entreprises respectives, ils ont bien souvent contesté dans l'action le blocage de l'index, la pression constante sur les revenus du travail et des allocataires sociaux, l'insécurité sociale, le chômage, les fermetures d'entreprises et le démantèlement des Services publics.

Ils ont refusé les atteintes au droit de grève et défendu les libertés syndicales.

Ils sont nombreux ces candidats, en particulier à la F.G.T.B., qui sont attachés à l'indépendance syndicale et aux luttes des travailleurs en front commun.

Ils n'acceptent ni la fatalité de la crise, ni la paix sociale inconditionnelle, ni l'immobilisme.

Nombreux, ils se sont opposés aux derniers accords-pièges interprofessionnels.

Ces candidats sont des femmes et des hommes, salariés, employés, cadres, conscients de combattre pour une même cause, contre un même adversaire, au-delà de leurs vues différentes sur la politique et le syndicalisme.

Ces militants, le parti communiste les recommande à vos suffrages. C'est un choix d'espoir, pour le changement, la justice sociale, la démocratie économique, la paix, les libertés, les droits de l'homme.

LE BUREAU FEDERATIF FRANCOPHONE DU P.C.B.

Bruxelles, le 27 février 1987



Communiqués de presse du GP  
NL, 1983-1987

BP44\_02





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12.

[1983]

#### PERSBERICHT

-----

De kommunistische parlementsleden spitsen hun voorstellen bij de hervatting van de politieke bedrijvigheid toe op twee cruciale thema's : de ontwapening en het bekampen van de crisis.

De kommunistische voorstellen in verband met ontwapening en vnl. in verband met de afbouw van de kernbewapening op Europees grondgebied zullen aan de pers worden voorgesteld op vrijdag 14 oktober. De parlementsleden van de K.P. sluiten zich meteen aan bij het verzet tegen de vorm en de inhoud van de propagandabrochure die het Ministerie van Landsverdediging en het Ministerie van Buitenlandse Betrekkingen samen uitgeven op 250.000 exemplaren. De daarin uiteengezette standpunten gaan veel verder dan de standpunten terzake van de regering en komen neer op een onvoorwaardelijke instemming met de ergste NAVO-haviken.

Wat de binnenlandse problemen betreft, zullen de kamerleden Daniël Fedrigo en Didier Bajura zeer binnenkort een wetsvoorstel indienen ter belasting van de grote vermogens en een wetsvoorstel tot invoering van een verplichte lening waarop de banken en holdings moeten inschrijven. Deze voorstellen willen de middelen vrijmaken voor de andere politiek waaraan het land en de werkers behoefte hebben.

Senator Jules Vercaigne zal aan de Kommissie ter Herziening van de Grondwet en de Institutionele Hervormingen, een voorstel voorleggen tot herziening van de grondwet, om daarin het begrip "recht op arbeid" op te nemen, een voorstel waarvan de bedoeling wel aan niemand ontsnapt, nu de liberale partijen het stakingsrecht aanvallen in naam van de "vrijheid van arbeid".

./..



./..

Deze nieuwe initiatieven sluiten aan bij een hele reeks andere, waaronder de wijziging van artikel 143 van het Koninklijk Besluit van 20 december 1963 m.b.t. de tewerkstelling en de werkloosheid (de toestand van de langdurig werklozen) (dok. Kamer nr. 352); het wetsvoorstel tot toekening van het woonrecht aan de huurders van sociale woningen (dok. Kamer nr. 652); een wetsvoorstel i.v.m. de toelagen aan gehandicapten (dok. Kamer nr. 336); een wetsvoorstel m.b.t. een gewaarborgd inkomen voor bejaarden (dok. Kamer nr. 335), een wetsvoorstel omtrent het bestaansminimum (dok. Kamer nr. 337); een wetsvoorstel houdende de toekenning van stemrecht en het recht op verkiesbaarheid voor de gemeenteraad aan vreemdelingen (dok. Kamer nr. 37); een wetsvoorstel om het verlenen van kredieturen uit te breiden tot de overheidssector (dok. Kamer nr. 334); een wetsvoorstel om de aan het Gemeentefonds verschuldigde bedragen op hun vroeger niveau te brengen (dok. Senaat nr. 504); verschillende voorstellen tot resoluties (Turkije, Uruguay, Nicaragua...) enz...

De kommunistische parlementsleden zullen zich, zoals in het verleden, inspannen om een spreekbuis te zijn van al wie strijdt voor meer rechtvaardigheid, meer welzijn, meer vrijheden, en meer vrede.

De kommunistische parlementsleden van Kamer en Senaat.

Brussel, 11 oktober 1983.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

P E R S

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

PERSMEDEDELING.  
-----

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België spreekt zijn diepe ontroering en zijn ernstige bezorgdheid uit over het rampzalig ongeval dat in de kerncentrale van Tchernobyl in de Sovjet-republiek Oekraïne heeft plaatsgehad, en over de onrustwekkende en ten dele tegenstrijdige informaties die hierrond sinds twee dagen worden verspreid.

Het Politiek Bureau maakt zijn gevoelens hieromtrent over aan de vertegenwoordigers van de U.S.S.R. in België, en heeft er bij hen sterk op aangedrongen opdat de Sovjet-autoriteiten de openbare opinie van Europa en de wereld, openlijk, snel en zo precies mogelijk zouden inlichten, over de werkelijke omvang van het ongeval, over de geregistreeerde en te verwachten neerslag boven de grenzen heen, alsook over de materiële oorzaken en de eventuele menselijke verantwoordelijkheden hierin.

Al deze elementen zijn inderdaad van essentieel belang, niet alleen om de eventuele voorzorgen te bepalen die op dit ogenblik moeten getroffen worden voor de bescherming van de gezondheid en het leefmilieu, maar vooral voor de lessen die moeten getrokken worden uit dit ernstig ongeval, voor wat betreft de toekomst en de risico's van de elektronukleaire nijverheid, rekening houdend met de specifieke omstandigheden van haar ontwikkeling in ieder land.

Dit geldt bijzonder voor een land zoals België, waar deze ontwikkeling een zeer grote omvang heeft genomen, in weerwil van de terughoudendheid van brede lagen van de openbare opinie, alsook van talrijke parlementairen, en waar de regering zich opmaakt om het licht op groen te zetten voor de bouw van een achtste kerncentrale, die de elektriciteits trusts er kost wat kost trachten door te duwen.

De K.P.B. heeft zich sinds lang uitgesproken voor een democratische en gediversifiëerde energiepolitiek, die zowel rekening houdt met de reële risico's en de sociale kost van de elektronukleaire ontwikkeling, als met de belangen en de meningen van de werkers en de bevolking van de regio's die rechtstreeks betrokken zijn bij de energiekeuzes - van het Kempisch steenkoolbekken dat vandaag in staking is, tot de steden en dorpen dicht bij de kerncentrales, waar de maatregelen die genomen worden om op te treden bij eventuele ongevallen veelal zeer onduidelijk blijven en de informatie hierover naar de bevolking toe, onbestaande.

./...



De Kommunistische Partij van België heeft herhaaldelijk initiatieven genomen in de richting van zulke energiepolitiek en van het nemen van de nodige veiligheidsmaatregelen, zowel via haar lokale, regionale of nationale mandatarissen, als door haar publikaties en haar stappen op alle niveaus.

Vandaag eist de K.P.B., als gevolg van het rampzalig ongeval dat in de Sovjet-Unie heeft plaatsgehad - na andere die o.m. in de Verenigde Staten plaats hadden - de opschorting van het projekt voor de bouw van een achtste centrale en van iedere andere nieuwe nukleaire nijverheidsinstallatie in België, of met Belgische deelname. Dit in afwachting dat alle lessen getrokken zijn welke deze ongevallen inhouden voor een land als het onze, en dat een - ditmaal breed open en democratisch - debat in het land en in het Parlement zou ingericht worden, om de energiepolitiek van België opnieuw te bepalen, alsook de initiatieven die België op Europees en internationaal vlak dient te nemen.

Brussel, 30 april 1986.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## P E R S

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

### PERSMEDEDELING.

-----

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij verheugt er zich over dat de protestakties bij de openbare diensten gegroeid zijn naar een grotere eenheid tussen de sectoren, gewesten en de verschillende vakbonden.

Het Politiek Bureau merkt op dat de inspanningen van de ACOD en zijn kristelijke partners om de schadelijkheid van de regeringsplannen aan te tonen, niet zonder weerklank zijn gebleven, welke ook de ongemakken zijn die de akties met zich meebrengen voor bepaalde gebruikers.

De werknemers van de privé-sektor zijn eveneens direkt betrokken, zowel als sociaal-verzekerden en gebruikers van de openbare diensten.

Het komt er op aan de druk zodanig te organiseren dat de huidige regering of een toekomstige coalitie - hoe die ook is samengesteld - verplicht wordt de miljarden besparingen op de rug van de bevolking in te trekken.

Daarvoor moet de beweging ontwikkeld worden in de grootst mogelijke eenheid. Dan kunnen de regeringsplannen ontmaskerd worden die erop gericht zijn te spekuleren op een gebrek aan eenheid tot de vakantie, om dan tijdens deze periode toe te slaan.

De oorzaak van de overheidsschuld is niet te wijten aan de hoge kosten van de sociale uitgaven en de openbare dienstverlening. De oorzaken zijn geworteld in de werkloosheid en de superwinsten van de grote maatschappijen; de oorzaken zijn te vinden in schandalige fiskale voordelen aan de grote bezitters en de spekulanten, in de voordelen en intresten die door de staat aan de banken gegeven worden. Zij zijn te vinden in de talloze manieren waarop de multinationale financiële maatschappijen kapitalen verspillen ten nadele van de tewerkstelling en het sociaal nut.

Ziedaar de redenen waarom de beweging in zo groot mogelijke eenheid moet optreden, en waarom tegelijk initiatieven moeten genomen worden om het geheel van de politici die zich steunen op de arbeidersbeweging, zich zouden engageren voor een beleid dat het geld haalt waar het zit. Dit kan o.m. door een taks op de hoge vermogens en door een verplichte lening tegen lage intrest op te leggen aan de banken en financiële groepen.

Brussel, 15 mei 1986.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

VERKLARING VAN LOUIS VAN GEYT

aan het agentschap Belga.

Na het aanzienlijk sukses van 31 mei, maar ook na de laatste Raad van het ACW, blijft de voornaamste bekommernis van het begin van deze maand juni erin bestaan dat de druk van de bevolking stand houdt en zich uitbreidt onder de meest verscheiden vormen, volgens de sectoren en de gewesten. Dit gaat op voor de onderhandelingen van de verschillende luiken van Hertoginnedal, die Martens VI in de budgetaire beperkingen wil insluiten. Maar dit gaat evenzeer op voor het interprofessioneel overleg dat de privé-sektor aanbelangt, en waar het VBO van plan is ieder ernstig engagement inzake koopkracht en tewerkstelling af te wijzen.

Terzelfdertijd komt het er op aan het maximum aan initiatieven te nemen, uitgaand van de bedrijven en de sectoren, in de richting van de politieke krachten die met de arbeidswereld verbonden zijn, zowel in de meerderheid als in de oppositie, opdat zij zonder dralen diskussies zouden aanvatten die van aard zijn aan de wereld van de arbeid, aan de onderwijskrachten, aan de vorsers, aan de jeugd, aan de vrouwen, alternatieve oplossingen te bieden die van aard zijn om brede meerderheden samen te brengen tegen de nefaste neoliberale opties van Martens VI en het VBO.

In dit opzicht is het niet paradoksaal om het belang te onderijnen van de diskussie die deze week in het parlement zal gevoerd worden over de chemische wapens (binaire gassen). In dit geval zouden de oppositiegroepen en de CVP mekaar kunnen verstaan om te verhinderen dat België aan de Reagan-administratie en zijn bondgenoten in Bonn het noodzakelijke alibi zouden geven om de aarzelingen bij een meerderheid van het Amerikaanse Kongres te overbruggen voor het in produktie geven van deze nieuwe monsterlijke bewapening.

Brussel, 2 juni 1986.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

PERSMEDEDELING.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België, wijst erop dat tijdens het overleg van het voorbije weekend tussen de sociale partners en de regering, geen enkel teken er op wijst dat de regering rekening wil houden met de eisen van het ABVV, maar ook niet met deze van het ACV t.a.v. het St.-Annaplan.

En dit op een ogenblik dat zelfs vanuit middens die niet verbonden zijn met de arbeidersbeweging, ernstige vraagtekens geplaatst worden achter het nut en de doelmatigheid van de aangekondigde 200 miljard besparingen, die geen enkel perspectief bieden op financieel herstel, herstel van de tewerkstelling, koopkracht en openbare dienstverlening, integendeel.

Het Politiek Bureau is van mening dat een groot potentieel aanwezig is om na de vakantiemaanden, in september, de strijd tegen het St.-Annaplan in brede fronten te hernemen. We verwijzen naar het gemeenschappelijk front van de onderwijsbonden, naar de brede waaier van jongerenvertegenwoordigers die tijdens de BRT-uitzending konfrontatie, gezamenlijk de rug keerden naar de jonge neo-liberale excellentie Verhofstadt.

Deze en andere elementen kunnen o.i. ertoe leiden dat het ACV overtuigd wordt dat acties in gemeenschappelijk front noodzakelijk zijn om positieve resultaten te bekomen.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België, spreekt de stellige overtuiging uit dat de komende maanden het gezamenlijk verzet punten kan scoren als eerste stap naar een politiek alternatief voor het neo-liberale verarmingsbeleid.



Het Vlaams Bureau van de Kommunistische Partij wijst tevens op de succesvolle betoging van duizenden te Herentals tegen het geplande snelspoorprojekt en tegen de voor de bevolking nadelige openbare vervoerpolitiek van verkeersminister De Croo.

X X X

Brussel, 23 juni 1986





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

PERSMEDEDELING.

DE REGERING MOET DE HEER DE DONNÉA IN  
HET ONGELIJK STELLEN.

De Kommunistische Partij van België, is verbaasd over het uitblijven van officiële reacties van de Eerste Minister en van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen in verband met de initiatieven van de heer de Donnée in Zaïre.

Deze initiatieven behoren veeleer tot de bevoegdheden van het departement Buitenlandse Zaken en het algemeen beleid van ons land, dan tot die van het departement Defensie, waarvan de PRL-Minister titularis is. Zij zijn bovendien ontoelaatbaar.

De Belgische militaire hulp aan Zaïre verhogen, bijkomende kredieten toestaan, dat is een echte schande. Hierdoor wordt steun verleend aan de diktatuur van Mboetoe, dit vlak nadat het onderwijs, de werklozen, de gepensioneerden, de sociaal betoelaagden, de hele werkende bevolking... zwaar worden getroffen door het Sint-Annaplan.

De door de Donnée zo geprezen Euro-Afrikaanse alliantie zou er toe leiden dat België zijn strijdkrachten, Mboetoe en andere Afrikaanse diktators, te hulp snellen telkens wanneer deze gekonfronteerd worden met de oppositie van hun volk. Dit zou onmiskenbaar leiden tot een gevaarlijke escalatie van blokkenpolitiek in Afrika.

Door niet te reageren geeft de regering nogmaals toe aan de politiek van het voldongen feit van de heer de Donnée. Politiek die hij reeds heeft toegepast door het licht op groen te zetten voor de plaatsing van nieuwe Amerikaanse chemische wapens in Europa en door positie te kiezen voor het "Star Wars" programma van Reagan.

.../



De Kommunistische Partij van België zoekt eenieder die geschokt is door de initiatieven van de heer de Donnée, krachtig zijn afkeuring te laten blijken en van de regering te eisen dat deze initiatieven ongedaan worden gemaakt.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België,

Brussel, 10 juli 1986.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

#### P E R S M E D E D E L I N G .

De ontoelaatbare wijze waarop de regering manoeuvreert om te trachten de meningsverschillen in haar meerderheid aangaande Voeren te boven te komen, bevestigt dat de rechterzijde aan de macht ten allen prijze haar harde en van langsom meer autoritaire neo-liberale politiek wil verderzetten.

Het Politiek Bureau is verheugd over het sukses van de recente betoging van de onderwijskrachten en de edukatieve gemeenschap tegen de regeringspolitiek inzake onderwijs. De eenheid die hierin bereikt werd, boven de gemeenschappen, de netten en de kategorieën heen, kan een belangrijk steunpunt zijn voor een vernieuwde ontplooiing van de aktie, inbegrepen in de privé-sektor, waar de schandalige houding van het financiekapitaal een nieuwe aderlating betekent voor de industriële tewerkstelling.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 17 oktober 1986.





## KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIE

### VERKLARING VAN LOUIS VAN GEYT AAN DE PERS.

Bij het ingaan van de actieve fase van de konferentie van Wenen, legde Louis Van Geyt volgende verklaring af namens het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België :

De Kommunistische Partij van België is verheugd over het tot stand komen van een akkoord tussen de Sociaal-Demokratische Partij (SPD) van de Bondsrepubliek Duitsland en de Socialistische Eenheidspartij (SED) van de Duitse Democratische Republiek om de oprichting voor te stellen van een "gebiedsstrook zonder kernwapens" in Centraal Europa.

Zij hecht hieraan een des te groter belang, omdat het gemeenschappelijk dokument niet alleen, in een eerste fase, het openstellen van zulke gebiedsstrook voorziet over een breedte van 300 km. langsheen gans het grensgebied tussen de BRD enerzijds, en de DDR en Tsjechoslovakije anderzijds.

Het dokument voorziet bovendien dat, na verloop van drie jaar, deze strook zou kunnen verruimd worden tot gans het "centraal-Europees" gebied dat enerzijds de Duitse Democratische Republiek, Polen en Tsjechoslovakije omvat, en anderzijds de Bondsrepubliek Duitsland en de drie landen van de Benelux.

Met andere woorden : over de kortsluiting heen van Reykjavik, die volkomen is te wijten aan het koppig vasthouden van de Amerikaanse president aan zijn schadelijk projekt van "sterrenkrijg", opent het SPD-SED-voorstel een nieuw perspektief op een nukleaire deseskalatie in het centrum van Europa, gaande tot het terugtrekken van de kernwapens van alle categorieën van het grondgebied van alle landen van die zone. Dit houdt tevens in dat de 16 kruisraketten, die reeds te Florennes werden opgesteld, zouden worden verwijderd, en dat er a fortiori zou worden afgezien van de opstelling van alle of van een deel van de 32 bijkomende raketten die nog voor België zijn bestemd.

@ @ @ @ @ @

De Kommunistische Partij van België is van mening dat het gemeenschappelijk voorstel van de SPD en de SED de aandacht verdient van het geheel van de vredeskrachten van ons land, en ook van de andere Europese landen, of zij er al dan niet rechtstreeks bij betrokken zijn. Zij drukt meteen de wens uit dat dit voorstel zowel bij ons als in de andere vernoemde landen, zou kunnen rekenen op de steun van een brede waaier van politieke krachten, die bezorgd zijn over de vreedzame toekomst van Europa, en in het bijzonder van de socialistische en kommunistische partijen van deze landen, inbegrepen deze van België.

Het is in die geest, en meteen verwijzend naar haar eigen stellingnamen van 7 en 21 oktober jl. (net voor en kort na de ontmoeting van Reykjavik) dat het Politiek Bureau van de KPB zich voorneemt om in de nabije toekomst stappen te ondernemen in de richting van verscheidene Belgische partijen en formaties - inbegrepen de SP en de PS - alsook van de kommunistische partijen van de andere betrokken landen.

In dezelfde geest nodigt het de leden van het Centraal Komitee en alle instanties en organisaties van de KPB, en alle kommunisten in België uit, om het gemeenschappelijk voorstel van de SPD en de SED tot zich te trekken, om het aan de aandacht te onderwerpen van het grootst mogelijke aantal mannen en vrouwen van alle categorieën en alle gezindheden die begaan zijn met de vrede, en om zodoende een breed openbaar debat in te zetten, gericht op de vitale uitdagingen van de komende maanden en van het jaar 1987.

Brussel, 5 november 1986.





**BELGIE EN HET NIEUWE "WATERGATE" VAN REAGAN.**

De geheime leveringen van Amerikaanse wapens aan Iran en de overdracht van een gedeelte van de betalingen van Teheran hiervoor, naar de door Washington bewapende kontra's tegen Nicaragua, dit nieuwe "Watergate" schudt niet alleen de Verenigde Staten door elkaar. Bij dit schandaal zijn evenzeer sommige van zijn bondgenoten betrokken. Israël, dat als tussenpersoon diende tussen het Witte Huis en Iran. Maar ook een land als Italië, lid van de NATO, is hierin verwickeld, misschien tegen zijn wil in.

De feiten die door deze zaak aan het licht kwamen gaan al diegenen aan die het risico lopen betrokken te worden in avonturen die slecht kunnen uitdraaien door de, openlijke of geheime, politiek van de Verenigde Staten. Zij stellen voor ons land in het bijzonder twee soorten vragen. Neemt onze regering alle nodige maatregelen om te waken over een strikte naleving van het embargo op de wapenleveringen aan Iran en Irak, in 1980 door België beslist. En om te vermijden dat ons land, en bijvoorbeeld Zeebrugge, een transit van zulke transporten toelaat. Gaat België duidelijk afstand nemen van de openlijke steun die door de Verenigde Staten wordt verleend aan de aanhoudende agressie tegen Nicaragua, een land waarmee het onze diplomatieke betrekkingen onderhoudt? En wat doet de regering, welke initiatieven overweegt zij om integendeel het vredesplan van Contadora te bevorderen, dat zij samen met haar partners van de Europese Gemeenschap heeft goedgekeurd?

Brussel, 26 november 1986.

Het Nationaal Sekretariaat van de  
Kommunistische Partij van België.





## KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIE

### P E R S B E R I C H T.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België heeft het initiatief genomen tot gesprekken met een reeks kommunistische en andere linkse partijen van Centraal- en Noord-West Europa, over de perspectieven van de strijd voor ontwapening en vreedzame samenwerking op ons vasteland tijdens het jaar '87.

In het raam van deze kontakten ontving de K.P.B. op donderdag, 8 januari het bezoek van de voorzitter van de Duitse Kommunistische Partij, Herbert Mies, en D.K.P.-partijbestuurder J.K.Schröder.

Aan het vruchtbare gesprek, tijdens hetwelk verscheidene konkrete voorstellen werden onderzocht, werd vanwege de K.P.B. deelgenomen door nationaal voorzitter Louis Van Geyt, en door partijbestuurders J.Debrouwere, R.Dussart, L.Loose en S.Nudelhole.

Brussel, 9 januari 1987.





P.B  
10/1

[illegible]





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

# P E R S

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

PERSBERICHT.

## INZET VAN DE K.P.B. VOOR DE BETOGING VAN 25 OKTOBER 1987.

De Kommunistische Partij van België verheugt zich over de beslissing van het VAKA en het CNAPD, om op te roepen voor een grote nationale vredesbetoging op 25 oktober a.s.

Deze beslissing komt bijzonder gelegen n.a.v. een jaar, dat beslissend zal zijn voor de opstelling van tweeëndertig bijkomende kruisraketten te Florennes of, integendeel, het verzaken aan deze nieuwe opstelling en het weghalen van de zestien raketten die er zich reeds bevinden.

Laatstgenoemde optie zou kunnen aansluiten bij een overeenkomst tot afbouw van alle kerntuigen voor de middellange afstand in Europa - overeenkomst die in 1986 te Reykjavik werd verhinderd door het koppig vasthouden van Reagan en van de NAVO-haviken aan de "sterrenkrijg" (S.D.I.).

Het begin van dit jaar, dat wordt ingeluid met het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Gemeenschap, lijkt bijzonder goed gekozen voor vredesinitiatieven van ons land, in overleg met andere kleine en middelgrote landen, al of niet behorend tot één van beide bondgenootschappen. Initiatieven die het voortzetten van de wapenwedloop willen stoppen, onder meer door elke Belgische en Europese betrokkenheid af te wijzen bij het uitbreiden van deze wedloop tot de ruimte (neen aan SDI !), en door te eisen dat Salt-II wordt nageleegd en dat de kernwapenproeven worden stopgezet. Door de voorwaarden opnieuw te scheppen tot een overeenkomst die België en Europa, in Oost en West, zou bevrijden van alle raketten, en door actief de voorstellen te steunen tot instelling van een gebiedsstrook zonder kernwapens in het hart van Europa, en tot het omvormen van een brede sektor in het midden van ons vasteland - van de Noordzee tot de Boeg - tot zone van wederzijdse veiligheid zonder kern- noch chemische wapens.

Dit alles zou meteen ruimte scheppen voor het invoeren van een sociaal-ekonomisch beleid gericht op vreedzame ontwikkeling en samenwerking in alle richtingen ; een beleid dat een konstruktieve uitweg biedt uit de krizis.

In die geest zegt de K.P.B. haar volle steun toe aan het initiatief van VAKA en CNAPD.

Brussel, 19 januari 1987.  
Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

*Verloeg*  
*Andoeg*

#### VOOR EEN BREDE OPPOSITIE TEGEN DE NEO-LIBERALE KEUZES.

De regering moet zelf toegeven dat de eerste weken van 1987 zowel een belangrijker begrotingstekort aanwijzen, als een nieuwe en onrustwekkende stijging van de werkloosheid, vooral bij de jongeren.

De tweespalt tussen de objektieven, verdedigd door de neo-liberale strategen tegenover de crisis, en de rampzalige gevolgen van hun politiek, wordt hierdoor bevestigd.

Hierbij komt nog dat, in verschillende openbare en privé-sektoren een, zij het tot hiertoe beperkte, opleving van strijdbaarheid merkbaar is, die reeds tot enkele resultaten aanleiding heeft gegeven die weinig in overeenstemming zijn met de bedoelingen van de aan de macht zijnde rechterzijde. Men mag evenmin vergeten dat de brede vredesbeweging, heel het jaar door, belangrijke mobilisaties heeft aangekondigd.

Het is dan ook te begrijpen dat in deze omstandigheden de handigste leidinggevende figuren in de regeringskoalitie het nodig hebben gevonden hun toevlucht te nemen tot uitwegen die licht afwijken van de "doktrine" van Hertoginnedal, zoals het toekennen aan de gemeenten en de OCMW's van een beetje zuurstof om te verhinderen dat de werknemers met een nepstatuut, die tot hiertoe bij hen tewerkgesteld waren, brutaal naar de werkloosheid zouden verwezen worden.

Zulke maatregelen leiden nochtans tot te verwaarlozen resultaten. En dit in de mate waarin zij, in de meest gunstige veronderstelling, de bedoeling hebben om aan de beslissingen van Hertoginnedal slechts beperkte korrekties aan te brengen.



De ontwikkeling van de weerstand en het breed verzet onder alle vormen, teneinde de rampzalige crisisstrategie van de rechterzijde schaakmat te zetten, noodzaakt de organisatie van een systematische volksdruk. Die volksdruk kan niet beperkt worden uitsluitend tot de politieke krachten van de oppositie, als men het wezen zelf van de neo-liberale keuzes van Hertoginnedal in vraag wil stellen. Wat inhoudt dat

- een werkelijke gezondmaking van de openbare financiën wordt verwezenlijkt, door de uitgaven te verminderen die essentieel ten gunste komen van het financiekapitaal, waarvan de belangen niet kunnen verward worden met deze van de KMO's noch van de kleine spaarders ;

- de openbare macht weloverwogen zou gebruikt worden (op het vlak van de fiskaliteit, van de hulp, van de bestellingen) om de grote bedrijven en de grote bezitters AAN TE ZETTEN te investeren in het scheppen van nuttige en vreedzame tewerkstelling in het land ;

- de openbare middelen en instellingen te behouden en te verbeteren, die een essentiële opdracht hebben voor het heden en de toekomst van de bevolking, in plaats van er de meest "sappige" delen van te privatiseren en de rest aan zijn lot over te laten.

Brussel, 9 februari 1987  
Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

#### PERSMEDEDELING.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België nam met ontzetting kennis van het dramatisch ongeval met de veerboot "The Herald of Free Enterprise". Het Politiek Bureau biedt zijn rouwbetuigingen aan de families en vrienden van de meer dan honderd dodelijke slachtoffers, en drukt zijn bewondering uit voor de moed en de efficiëntie van de hulp- en reddingsdiensten, aan wie velen het leven danken.

Naar aanleiding van deze ramp is aan het licht gekomen dat reeds in 1980 een rapport is verschenen waarbij er, door ervaren en bevoegde mensen uit het scheepvaartmilieu, werd op gewezen dat dit type van veerboten drijvende doodsisten zijn, en dat rampen als deze vroeg of laat onvermijdelijk waren.

Deze waarschuwingen bleven echter dode letter. Een van de voornaamste redenen hiervan is het feit dat, door het blinde winstbejag en de scherpe concurrentiestrijd waarin de privé-eigenaars van deze veerdiensten gewikkeld zijn, de nodige veiligheidsmaatregelen op losse schroeven gezet worden. Dit zet zich door tot en met het concept en de konstruktie van dergelijk type veerboten. In die kontekst is de ramp met de "Herald of Free Enterprise (!)" als symbool van het privé ondernemersschap de dramatische ontknoping van dergelijke logika.

In tegenstelling tot wat de neoliberalen, die momenteel aan het roer staan in de respektievelijke regeringen van Groot-Brittanië en België voorhouden, blijkt uit de ramp hoezeer de overheid een rol te spelen heeft om de veiligheid van de burgers te verzekeren en rampen als deze zoveel als mogelijk te voorkomen.

Alhoewel een klein land als België alleen geen beslissingen kan doordrukken op Europees en internationaal vlak, had het op zijn minst met de bestaande informatie over de gevaren zijn stem kunnen verheffen tegen de bouw van dergelijk type veerboot.

Tevens wenst het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij de positieve rol van de media, inzonderheid de BRT-RTBF te onderstrepen in verband met de snelheid en de pertinentie waarmee vragen werden gesteld aan de betrokken ministeriële excellenties i.v.m. hun al dan niet genomen verantwoordelijkheid in verband met deze ramp.



Het Politiek Bureau hoopt dat deze ramp zal worden aangegrepen om de overheidskontrole op de veiligheid op dergelijke veerboten (ook in verband met het op één schip vervoeren van mensen én zeer gevaarlijke stoffen) te verscherpen, en het gebruik van dergelijk type veerboot te vermijden, zodat dergelijke rampen in de toekomst vermeden worden.

Brussel, 9 maart 1987.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

#### PERSBERICHT.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België stelt vast dat de resultaten van het recente bezoek van de Amerikaanse staatssecretaris George Schultz aan Moskou de Europese lidstaten van het Atlantisch bondgenootschap, en België in het bijzonder, voor nieuwe verantwoordelijkheden plaatsen inzake stopzetting of versnelling van de bewapeningswedloop.

De heer Schultz en president Reagan zelf werden er inderdaad toe gebracht te erkennen dat, door de laatste voorstellen van de Sovjet-Unie, een akkoord over een volledige terugtrekking uit Europa van de middellange afstands-raketten van de V.S.A. en van de U.S.S.R. nu binnen handbereik ligt. Zij hebben nochtans te kennen gegeven dat het nu toekomt aan de Europese bondgenoten van de Verenigde Staten om zich over de geboden mogelijkheid uit te spreken.

Een ganse vleugel van de ploeg die te Washington aan de macht is en waarin de havikken nog een aanzienlijk gewicht hebben, mikt op die sectoren van de leidende kringen in West-Europa die vrezen dat een akkoord over de wederzijdse terugtrekking van de euroraketten de weg zou openen naar een lager niveau van militaire konfrontatie op andere terreinen. En dat zulke evolutie op haar beurt zou leiden tot een substantiële vermindering van de spanning tussen de blokken, door een vertraging en een stopzetting van de militarisering "op z'n Amerikaans". Militarisering die stilaan de economie, en zelfs het politieke en kulturele leven van een reeks Europese landen, waaronder het onze, aanvreet, en door de geleidelijke instelling van een tijdperk van vreedzame samenwerking, vertrekkend van ons kontinent.

Maar als zulk perspectief in hoge mate gunstig is zowel voor de volkeren als voor brede zakenkringen, betekent dit terzelfdertijd een zware bedreiging voor de plannen van de ultras.

Daar moet tenandere de reden gezocht worden voor de inspanningen die in verscheidene Euro-Atlantische hoofdsteden ontwikkeld worden om - zeker na de hernieuwde loskoppeling, na Reykjavik, van het dossier van de Euroraketten door Gorbatsjov op 28 februari jl - het aldus vrijgemaakte dossier te verbinden aan een ander pakket, nl. aan de kernwapens voor de korte afstand en zelfs aan de konventionele strijdkrachten en bewapening.

Terwijl de Belgische regering zich duidelijk had uitgesproken, bij monde van de heren Martens en Tindemans, ten gunste van de vlugge afsluiting van een akkoord op basis van de "nul-optie", verzet minister de Donnée zich nu tegen de denuklearisering van de Europese defensie en zet hij een nieuw offensief in voor de versterking van onze konventionele strijdkrachten en bewapening en voor een belangrijke verhoging van onze militaire begroting.



Maar niet alleen is de heer Schultz uit Moskou teruggekeerd met de formele verzekering dat een akkoord over een wederzijdse terugtrekking van de Cruise-, de Pershing-2- en SS-20-raketten onmiddellijk zou gevolgd worden door een terugtrekking van de Sovjet-raketten die in de DDR en Tsjechoslovakije staan opgesteld, en dat intussentijd zou kunnen onderhandeld worden over een wederzijdse terugtrekking uit Europa van alle raketten voor de kortere afstand. Bovendien deden de Sovjet-Unie en haar bondgenoten sinds een jaar herhaalde onderhandelingsvoorstellen over een substantiële en evenwichtige vermindering van de konventionele strijdkrachten die aan beide zijden van ons kontinent staan opgesteld.

Voor de vredeskrachten is het moment dus aangebroken om vastberaden te mobiliseren teneinde de openbare opinie, de parlementen en de regeringen van Europa ertoe aan te sporen de rug toe te keren aan de sirenenzang van de havikken aan beide oevers van de Atlantische Oceaan, en tenvolle de geboden mogelijkheden aan te grijpen om :

- te komen tot het snelle afsluiten van een akkoord over de terugtrekking van de Euroraketten ;

- na dit akkoord een proces op gang te brengen van geleidelijke uitschakeling van kernwapens van alle categorieën, gepaard aan een substantiële en evenwichtige vermindering van de konventionele strijdkrachten en wapens in Europa - van de Atlantische Oceaan tot de Oeral, en desgevallend te beginnen met de Centraal-Europese zone : de Beneluxlanden, de Bondsrepubliek, de DDR, Polen en Tsjechoslovakije

- een begin te maken met de geleidelijke omvorming van Europa van het kontinent van militaire confrontatie tot een kontinent van vreedzame samenwerking.

Dit houdt in dat België, meer bepaald bij zijn Europese bondgenoten, de stellingname van de regering ten gunste van de nuloptie bevestigt en verdedigt - wat zowel het terugzenden betekent van de 16 reeds te Florennes geplaatste raketten en de verdaging "sine die" van het opstellen van de 32 bijkomende raketten die voor ons land bestemd zijn - als het kategoriek verwerpen van ieder nieuw "pakket" van het de Donnéea-type.

In deze zin ondersteunt de Kommunistische Partij actief de dag "Raketten uit Europa" die op zaterdag 25 april te Floreffe, wordt georganiseerd door de CNAPD - het voornaamste overlegcentrum van de Waalse en franstalige vredeskrachten - alsook de activiteiten die VAKA en het OCV ontwikkelen op Vlaams nivo in het jaar van de voorbereiding van de nationale betoging die gepland is te Brussel op 25 oktober.

Brussel, 24 april 1987.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

PERSMEDEDELING.

FLORENNES : VOOR 7 MILJARD F. WEGGEGOOID GELD ?

Rekening houdend met de evolutie van de ontwapenings-  
onderhandelingen is het mogelijk dat de 32 bijkomende Cruise-  
raketten niet worden geplaatst te Florennes en dat de 16  
reeds geplaatste ooit worden ontmanteld.

Nochtans zijn de raketensilo's verder in opbouw en werden de  
laatste toewijzingen gedaan voor het bouwen van een nieuwe  
stad voor Amerikanen en hun families die misschien nooit zul-  
len aankomen. Er werden 7 miljard Belgische frank voorzien  
voor werken die veel kans hebben overbodig te zullen zijn ...

En dit in een land waar een groot deel van het woningpatrimo-  
nium verouderd en verkrot is, waar investeringen nodig zijn  
in probleemgebieden zoals dit van Florennes en omgeving. Bijge-  
volg zouden de vernoemde 7 miljard veel nuttiger kunnen worden  
aangewend dan op de manier waarvoor zij nu bestemd zijn.

Daarom vraagt de Kommunistische Partij dat de begonnen werken  
te Florennes worden opgeschort en dat er ter vervanging pro-  
jekten worden opgestart die nuttig zijn, zowel voor de bouw-  
sektor als voor de rechtstreeks betrokken streek.

De Kommunistische Partij van België,

Brussel, 22 juni 1987.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## P E R S

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

### Persmededeling.

De Kommunistische Partij van België verwerpt de regeringsvoorstellen i.v.m. de nationale Luchthaven Zaventem.

Nadat in de eerste fase de middelen van de regie der Luchtwegen reeds drastisch door de regering werden beperkt, zodat deze niet meer in staat is om de noodzakelijke investeringen te doen die haar moeten toelaten het hoofd te bieden aan de diverse taken die ze tot heden toe vervulde.

De Neo-liberale politiek noodzaakt de regie nu beroep te doen op privé-kapitaal. Op die wijze vergroten privé groepen zoals de Société Générale en de Bank Brussel Lambert hun greep op terreinen die tot heden toe het voorrecht uitmaakten van de overheid.

Zelfs wanneer in de huidige fase, de openbare overheid de helft van de mandaten in de beheerraad van de nieuwe maatschappij behoudt, geeft dit geen enkele waarborg voor de toekomst. Door verdere privatisering van de overige openbare maatschappijen die aandeelhouder worden van deze nog op te richten maatschappij (BATC) is de deur snel wijd opengezet voor de uitsluitende belangen van het finaciekapitaal.

De KPB wenst de aandacht te trekken van alle progressisten op deze evolutie temeer daar ze zich op termijn tegen de gebruikers kan richten.

De tegen gestelde belangen tussen privé en openbare sektor worden eveneens duidelijk in een aantal andere dossiers die de nationale regering en de gemeenschapsregeringen behandelen. Zoals bij de behandeling van het radio en TV dossier onlangs nog tijdens de stemming in de franstalige gemeenschapsraad omtrent het dekreet betreffende de audio-visuele middelen.

Het gaat er niet om zoals Minister Monfils verklaarde "het initiatief te liberaliseren en de konkurentie te begunstigen" maar wel om RTL belangrijke financiële middelen te verlenen waarbij tegelijkertijd belangrijke budjetaire beperkingen aan de RTBF worden opgelegd, zodanig zelfs dat het produceren van kwaliteitsuitzendingen onzekerder en problematischer wordt. En gaat het soms ook om het "liberaliseren" van het initiatief wanneer dezelfde Minister probeert het stakingsrecht te beperken.

In navolging van zijn franstalige collega wenst Kulturminister Dewael spoed te zetten achter de oprichting van een commerciële TV-zender in Vlaanderen met daaraan gekoppeld de herdefiniëring van de BRT als openbare omroep.

Dit met alle gevaren vandien voor de uitbouw van een kwalitatief hoogstaande Vlaamse beeldcultuur. Wil televisie in hoofdzaak een instrument zijn van kulturele verfijning en van een zo objektief mogelijke informatie dan zal in tegenstelling met hetgeen in de Franse gemeenschapsraad werd gestemd, het dringend nodig zijn de dotaties aan de



.../...

eigen zenders gevoellig te verhogen ondermeer door ze een groter deel van de radio- en TV -taks toe te bedelen.

Deze moeten hen toelaten kwalitatief te strijden tegen de vervlakkende reclame spiraal die weinig informatieve waarde in zich houdt, en zich volledig en kritiekloos inschrijft in een maximalisatie van de konsumptie. In die geest verzet de KP zich tegen sponsoring van bepaalde televisieuitzendingen door commerciële firma's.

Temeer daar de huidige ontwikkeling nieuwe moeilijkheden schept voor de geschreven pers en de opiniepers in het bijzonder, vermits de subsidies aan de geschreven pers met de helft werden verminderd.

De zin voor initiatief en konkurrentie van de neo-liberalen en hun bondgenoten hebben dus duidelijke begrenzingen die een democratie niet kan toestaan.

De Kommunistische Partij van

België,

16 juli 1987.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12.

### PERSMEDEDELING.

In het verlengde van een bepaalde traditie gebruiken de superministers de vakantieperiode om de besluiten voor de begroting '88 vast te leggen. En zoals vorig jaar zullen deze weer het volle gewicht van de crisis en de inleveringen op de schouders leggen van brede bevolkingsgroepen die al zes jaar gekonfronteerd worden met het sociaal afbraakbeleid van de regering.

X X X

Weliswaar is er nog niks definitiefs vastgelegd. Maar de hoofdkeuzen van de liberalen en kristen-demokraten zijn reeds duidelijk. De gebruikers en personeelsleden van de openbare diensten, de werklozen, de pregepensioneerden en bejaarden zullen andermaal de rekening voorgeschoteld krijgen van de begrotingsbesparingen.

Ondanks de door de media naar boven gebrachte tegenstellingen tussen liberalen en kristen-demokraten i.v.m. de belastingshervormingen (waarvan de hoogste inkomens zullen profiteren) zijn zij het grondig eens om de ongelijkheden van de duale maatschappij nog te verscherpen. De regerings-opties voor verarming, voor een duale maatschappij op sociaal en cultureel vlak komen in schril contrast met de enorme rijkdom aan kapitalen van de internationale financiële wereld waartegen de regering niks onderneemt. Zodat de kapitaalvlucht, het niet-investeren in ons land en de schandalige speculaties op monetair en financieel vlak blijven voortwoekeren.

De Kommunistische Partij roept op tot breed verzet tegen het begrotingsplan '88 vanaf september e.k. en zal in die optiek actief deelnemen aan elk initiatief.

Brussel, 3 augustus 1987.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

*Klonck*  
*[Signature]*

#### PERSBERICHT.

In zijn ijver om een behoorlijk antwoord te geven op de vragen van de Britse pers en van een gedeelte van de Britse publieke opinie, bluft minister Gol over de nieuwe cellen in de gevangenis van Leuven-Centraal. Waarom zou hij anders de pers uitgenodigd hebben?

Zijn zelfgenoegzaamheid duurde echter niet lang, want hij werd vlug met zijn neus op de problemen gedrukt, toen de muiterijen in Vorst, St.Gillis en Merksplas uitbraken.

De muiterijen van vorige week brachten een diepe malaise in het gevangeniswezen aan het licht. De wantoestanden bestaan reeds al te lang en zijn er met de aangebrachte schijnoplossingen niet beter op geworden, integendeel. Die muiterijen zijn niet het werk van een paar heethoofden, maar wel van een groot aantal gevangenen, al of niet in voorhechtenis.

Het gaat er hier veel minder om miljarden vrij te maken voor de bouw van nieuwe gevangenissen, maar wel om een strafbeleid te voeren dat rekening houdt met studies van kriminologen, met voorstellen van de Liga voor de Mensenrechten en van beroepsverenigingen van magistraten ... zonder de voorstellen van de heer R.Legros, Kommissaris van de Koning, te vergeten.

De Kamerkommissie van Justitie die donderdag a.s. bijeenkomt, kan er zich niet toe beperken alleen maar de minister van Justitie te horen. Het is dringend dat er in dit land een parlementair debat gevoerd wordt over de toepassing van gevangenisvervangende straffen, evenals over de misbruiken inzake de voorhechtenis.

Onze rechtbanken worden overstelpt met vele dossiers. Zij kunnen het aantal niet bijhouden. Hoe zouden onze gevangenissen dan niet overbevolkt geraken?

Er moet dringend aan deze toestand verholpen worden.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 14 september 1987.



Standpunt KPB i.v.m. een Belgisch eskader naar de Perzische Golf

Het Vlaams bureau van de KPB protesteert met klem tegen het sturen van Belgische mijnenvegers naar de Perzische Golf. Met deze beslissing plooit de Belgische regering voor de sirenenzang van de "Westerse solidariteit", in het kielzog van de nukleaire vliegdekschepen van de Verenigde Staten.

Op een ogenblik dat het over de gehele lijn inleveren geblazen is, is het onverantwoord dat (om te beginnen) 50 miljoen wordt gegooid in een twijfelachtige militaire operatie. En wat kan het niet kosten aan bijkomende miljoenen of aan mensenlevens, als het avontuur verkeerd afloopt?

Eens te meer haalt de machtspolitiek de bovenhand boven het zoeken naar vreedzame politieke oplossingen voor het konflikt. Het veiligstellen van de olietoevoer leent zich hierbij gemakkelijk als alibi. Maar deze militaire inmenging kan alleen maar de eskalatie in het gebied van de Perzische Golf doen toenemen in plaats van afnemen, en de nationale belangen schaden. Temeer dat met de leveranties van Belgisch oorlogsmaterieel, die reeds gebeurd zijn, de Belgische neutraliteit niet geloofwaardig klinkt.

De Belgische regering had zich beter kunnen afstemmen op de Duitse Bondsrepubliek, voor wie de nationale belangen even zwaar wegen, en die nochtans elke deelname aan zulke militaire operatie blijft weigeren.

Het Vlaams bureau van de KPB wijst bovendien op het offensieve karakter van deze interventie, buiten de zone waarop de verplichtingen van het Atlantisch bondgenootschap slaan.

Het is niet minder een kaakslag voor de publieke opinie die met verwachting uitzielt naar een mogelijk akkoord over de verwijdering van de atoomraketten, en een gevaar voor het moeilijk proces van ontwapening en ontspanning.

Vlaams bureau van de KPB  
Brussel, 15 september 1987

V.V. D. Vonckx  
sleefstr. 67 Gent



# BELGIE UIT DE GOLF



Alle Belgen die kaapren varen  
moeten mannen van Reagan zijn  
Leo, Wilfried en Xavier  
die willen vegen (2X)  
Leo, Wilfried en Xavier  
die willen vegen  
met Reagan mee

NEE !



Kommunistische partij





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12.

### PERSBERICHT.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België begroet met voldoening het voor-akkoord, dat tot stand kwam n.a.v. de recente besprekingen tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie, over de wederzijdse verwijdering van de middellange afstandsraketten van beide grootmachten in Europa en de wereld.

Het begroet tevens de aankondiging van een nieuwe ontmoeting tussen Reagan en Gorbatsjov - ontmoeting die tevens zal handelen over de strategische kernwapens en andere vitale thema's.

De nabije overeenkomst over de raketten van 500 tot 5000 km is in de eerste plaats van belang voor die Europese landen, waar dergelijke tuigen staan opgesteld, of nog worden verwacht. Reeds heeft de Nederlandse regering te kennen gegeven, dat zij zou afzien van de 48 kruisraketten bestemd voor Woensdrecht, vlakbij Antwerpen, en heeft de Belgische Eerste minister reeds verklaard dat de 32 bijkomende kruisraketten voor Florennes niet zullen opgesteld worden. Deze stellingnamen bevestigen hoezeer de regerende koalities in beide landen rekening moeten houden met de machtige opiniebeweging die zich is blijven verzetten tegen de eskalatie met de euroraketten en blijvend opkomt voor een vreedzaam Europa zonder kernwapens.

W.Martens heeft nochtans laten verstaan dat er heelwat tijd nodig zal zijn om tot de verwijdering van de zestien raketten te komen, die in Florennes aankwamen in de nacht van 14 op 15 maart 1985. De paradoks is treffend : terwijl het Belgisch Parlement indertijd voor een voldongen feit werd geplaatst, zal men ditmaal moeten wachten op .... het groene licht van de Amerikaanse Senaat !

Het komt er bijgevolg op aan, ook na de aankondiging van het voor-akkoord te Washington, dat de vredelievende opinie krachtig druk blijft uitoefenen opdat dit voor-akkoord vlug in daden wordt omgezet. Meer dan ooit dient het volledig succes te worden voorbereid van de anti-raketten betoging van 25 oktober.

\* \* \* \* \*

Ook nog andere, essentiële redenen pleiten ervoor om de mobilisatie voor de betoging met kracht verder te zetten. Immers, de havikken van het Pentagon en de NAVO steken hun afkeer voor het ontwerp-akkoord niet onder stoelen of banken, en in een reeks van West-Europese hoofdsteden gaan invloedrijke stemmen op om te eisen dat de terugtrekking van de Euroraketten de weg niet zou openen tot andere ontwapenings- en deseskalatie-maatregelen, maar wel dat zij zou gepaard gaan met een versnelde modernisering van de konventionele bewapening, met een perfektionering van de "taktische" kernwapensystemen (met een draagwijdte beneden de 500 km), en zelfs met het uitbreiden van de "bescherming" van de Franse "force de frappe" tot de Bondsrepubliek Duitsland en zelfs ... tot de Benelux-landen.



Daarnaast geeft de welwillende wijze waarop de Belgische regering zich heeft aangesloten bij de "gezamenlijke westerse interventie" in de Arabo-perzische Golf te denken aan al wie bekommerd is om een vreedzame oplossing van de konflikten in de Derde Wereld.

De Kommunistische Partij van België is dan ook van mening dat, met het oog op 25 oktober, de vredeskrachten alles in het werk dienen te stellen om :

- de hoop op een doorbraak inzake verwijdering van een ganse klasse van kernwapens, waaronder de 16 raketten te Florennes, zo vlug mogelijk te verwerkelijken ;

- om er tegelijkertijd over te waken dat deze eerste doorbraak de weg opent naar nieuwe stappen op weg naar een Europa en een wereld zonder kern- of chemische wapens, met aanzienlijk verminderde konventionele bewapening, en meer in het bijzonder naar de omvorming van het Europa van de konfrontatie der blokken naar een werelddeel van vreedzame samenwerking naar alle richtingen toe.

Brussel, 21 september 1987.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## P E R S

Stalingradlaan 18-20

1000 BRUSSEL

Tel. 512.90.12

### DE RAKETTEN EN DE GOLF.

#### VIER VRAGEN VAN LOUIS VAN GEYT AAN DE EERSTE MINISTER.

In een brief aan Eerste Minister Wilfried Martens, werpt de voorzitter van de Kommunistische Partij van België, Louis Van Geyt, een aantal vragen op na het akkoord van Washington over de ontmanteling van de middellange afstandsraketten van de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie, en na de plotse verhoging van de spanning in de Golf.

De voorzitter van de KPB, die er zich over verwondert dat de Eerste Minister meer bezorgd lijkt over de prerogatieven van de Amerikaanse Senaat dan over deze van het Belgisch Parlement in de rakettenzaak, vraagt zich af of de zware incidenten die zich maandag in de Golf voordeden, geen nieuw licht werpen op de regeringsbeslissing om Belgische eenheden daar naartoe te zenden. En hij wijst op de malaise in de openbare opinie en de ongerustheid van de naastbestaanden van de Belgische militairen die op weg zijn naar deze gevarenzone. Louis Van Geyt citeert de recente verklaringen die de Minister van Defensie hierover aflegde aan "La Libre Belgique". Volgens de Minister betekent het sturen van de Belgisch-Nederlandse flottielje, in samenwerking met andere Westerse vloeden, een stap naar de oprichting van een geïntegreerde "Defensie-Unie" van de Europese lidstaten van het Atlantisch Bondgenootschap, bestemd om zich op te stellen tegen Oost-Europa, om tussen te komen in de Derde Wereld om de "Europese belangen" te beschermen en om de wetenschappelijke en technische mogelijkheden van de lidstaten inzake bewapening, te bundelen.

Om te besluiten onderlijnt de voorzitter van de Kommunistische Partij dat de democratische opinie van ons land het recht heeft om aan de regering te vragen dat zij zonder dubbelzinnigheid zou kiezen voor een Europese politiek gericht op een daadwerkelijke ontwapening en op de vreedzame samenwerking in alle richtingen, en meer bepaald :

- dat zij duidelijk afstand zou nemen van de gevaarlijke stellingnamen van de heer de Donnée en andere Europese havikken ;
- dat zij zich resoluut zou uitspreken voor een snelle tenuitvoerlegging van de dubbele nul-optie, met inbegrip van de verwijdering van de zestien te Florennes opgestelde raketten, alsook voor brede zones zonder kernwapens en met aanzienlijk afgeslankte konventionele bewapening, o.m. in Centraal-Europa;
- dat zij zou afzien van iedere interventie buiten de Noord-Atlantische verdragszone en dat zij een einde zou stellen aan de avontuurlijke expeditie van Belgische eenheden naar de Golf, voor het te laat is ;
- dat zij zou ijveren voor een bundeling van de West-Europese mogelijkheden inzake onderzoek, ontwikkeling en innovatie ten gunste van een vredesekonome ten dienste van onze bevolking, en ten gunste van een multilaterale samenwerking op Europees- en wereldvlak.

Brussel, 25 september 1987

Het Nationaal Sekretariaat van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

#### Persbericht.

De aanranding van jonge immigranten-sindikalistes te Overijse in de nacht van zaterdag op zondag, door individuen die racistische en neonazistische leuzen skandeerden en geweld gebruikten, verontrust en verontwaardigt de democratische opinie.

Jean Gol, minister van Justitie, verklaarde dat ook hij verontwaardigd was door deze incidenten. In dit geval is het hoogtijd dat hijzelf en de regering hun houding radikaal veranderen. Zij droegen ertoe bij dat de immigranten en de politieke vluchtelingen als zondebokken werden gedoodverfd. Tegelijk zijn extreem-rechts en racistische demagogen tot in de rangen van hun meerderheid terug te vinden.

Tegenover deze trieste zaak "geweld", staat de "toegeeflijkheid" van de ordediensten waarin de regering een grote verantwoordelijkheid heeft

De K.P.B. sluit zich aan bij de oproep van de Katholieke Jeugdraad voor een strenge toepassing van de wet op het racisme, en de onvoorwaardelijke veroordeling van de racistische ideeën en de vreemdelingenhaat.

Brussel, 29 september 1987.

Het Nationaal Sekretariaat van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## P E R S

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

### PERSMEDEDELING.

Zelfs al kunnen een aantal beslastinghervormingen die door de regering worden aangekondigd, zoals de volledige dekumul en de indexering van de belastingsschalen de goedkeuring wegdragen van de Kommunistische Partij, stelt deze nochtans vast dat de aangekondigde maatregelen maar zeer gedeeltelijk de ingrepen van de opeenvolgende regeringen Martens-Gol sinds 1981 compenseren, en dat een aantal maatregelen die door het patronaat als ongunstig werden beschouwd, reeds werden gewijzigd.

Bovendien kan de Kommunistische Partij de regeringsoriëntatie niet aanvaarden die de inkomsten uit arbeid het zwaarst belast. Zij vraagt de belasting van de roerende inkomsten volgens gespreide aanslagvoeten gaande van 25 tot 72 %, met volledige vrijstelling tot 150.000 F om de kleine spaarders te beschermen.

Maar de vermindering van de belasting op natuurlijke personen zal een verlies aan inkomsten voor de steden en gemeenten tot gevolg hebben, terwijl hun financiële toestand nu reeds allermint briljant is. Daarom vraagt de Kommunistische Partij de strikte toepassing van de wet van 76 op het Gemeentefonds en de afschaffing van de BTW op de openbare werken uitgevoerd door de gemeentelijke overheid. Deze laatste maatregel zou eveneens van aard zijn om de bouwsector iets of wat te doen opleven.

De Kommunistische Partij zou er zich over verheugen mochten de progressieve verkozenen deze voorstellen verdedigen en tot een goed einde brengen, en indien zij zich zouden verzetten tegen iedere aanval op het openbaar ambt, de gezondheidssector, en de privatiseringen die tijdens het regeringskonklaaf overwogen werden.

De Kommunistische Partij hernieuwt haar steun aan de voorstellen om abortus uit het strafrecht te halen.

\* \* \* \* \*

Voor wat het nieuwe Amerikaans-Iraanse treffen in de Golf betreft, dat opnieuw enkele mensenlevens heeft geëist, ziet de Kommunistische Partij hierin het bewijs dat de schepen die door de regering Martens daar naartoe gestuurd werden, aan grote gevaren zouden kunnen blootgesteld worden. Tot in het Amerikaanse Kongres groeit de twijfel aan de gegrondheid om vreemde oorlogsschepen naar de Golf te sturen. Dit laatste incident zou de regering ertoe moeten brengen om de Belgische mijnenvegers en hun bemanningen terug te roepen, voor het te laat is.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België  
Brussel, 12 oktober 1987.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

# PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

## PERSBERICHT.

De zopas uitgebroken regeringskrisis toont aan welke de resultaten zijn van zes jaar neoliberale politiek.

Bij haar ontbinding laat de regeringsmeerderheid het volgende achter :

- een steeds ingewikkelder wordende toestand op kommunautair vlak ;
- een verslechterende levensstandaard, verdere afbouw van de tewerkstelling en de ontmanteling en privatisering van de openbare diensten ;
- een vloot oorlogsschepen die koers zet naar een steeds gevaarlijker wordende Perzische Golf.

De regering nam ontslag op het ogenblik dat de in de Verenigde Staten begonnen chaos op de beurzen de kleine en middelgrote spaarders ernstig bedreigt. Maar wie anders dan de neoliberalen hebben tienduizenden landgenoten aangezet om twijfelachtige financiële beleggingen te doen ?

De huidige crisis houdt de veroordeling in van de neoliberale politiek, maar ook van een aarzelende oppositie die aan deze politiek té lang vrij spel liet en er niet tegen mobiliseerde, laat staan er een alternatief voor bood.

Wat nu gebeurt zet de Kommunistische Partij aan tot de bevolking te zeggen : "Om te vermijden dat het van kwaad naar erger gaat, laat de verkiezingskampanje niet over aan de politici ! Maak uw wil tot verandering duidelijk ! Voor actie !

Aktie voeren door, bijvoorbeeld, van de VAKA-OCV-betoging van volgende zondag een massaal sukses te maken. Want in de huidige periode zal iedere ernstige verandering noodzakelijk gebeuren via een volgehouden vredespolitiek.

Voor de periode van de lopende zaken, kan men zich nog vele andere strijdobjectieven stellen. De Kommunistische Partij is voorstander van een herziening van de Grondwet die de weg vrijmaakt voor een democratisch federalisme. Daartoe moet druk uitgeoefend worden op de overgangsregering, opdat deze zo vlug mogelijk daarvoor het nodige zou doen. Op een gans ander vlak, stelt de KPB voor dat aan de Belgische vloot opdracht zou gegeven worden rechtsomkeer te maken, voor het te laat is.

\* \* \*

Alleen een actieve volksbeweging kan ertoe leiden dat deze verkiezingen een breuk betekenen met het neoliberalisme en een richting aanwijzen voor een nieuwe politiek die bevrijd zal zijn van de overheersing door het financiekapitaal.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België.  
Brussel, 20 oktober 1987.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

**P E R S**

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

### ONZE MATROZEN NIET NAAR DE GOLF !!

De beslissing om de eenheden van de Belgische Zeemacht de Straat van Hormoes te doen doorvaren kan verstrekkende gevolgen hebben. Door nu in de Perzische Golf te opereren, en niet meer in de Golf van Oman, bevinden onze schepen en hun bemanningen zich in één van de meest explosieve delen van de wereld. En de vrije doorgang van de scheepvaart is zeker niet gevrijwaard door een verhoogde aanwezigheid van militaire vaartuigen vreemd aan de regio, zelfs integendeel.

Geen enkele reden - en zeker geen dringende reden - rechtvaardigde dat minister de Donnée of de leden van de regering die hij raadpleegde, zulke zwaarwichtige beslissing troffen en België voor een voldongen feit plaatsten juist nu de Kamers ontbonden zijn en op minder dan één maand van een verkiezing die zich over de politiek van het land moet uitspreken.

Goed om weten, nu er op 13 december gestemd wordt.

Brussel, 20 november 1987.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIE

## PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

### PERSBERICHT.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België merkt in een persbericht op dat het enige wat nog te doen staat is dat Mikhael Gorbatsjov en Ronald Reagan het akkoord ondertekenen dat te Genève bereikt werd over de verwijdering van de Euroraketten, en dat het Amerikaans Kongres dit akkoord ratificeert.

Dit - werkelijk historisch - akkoord schept een nieuwe toestand en opent nieuwe wegen om een politiek van ontwapening verder te zetten en om bij ons vlug komaf te maken met de 16 raketten die reeds te Florennes staan opgesteld. Op 16 dagen van de verkiezingen worden de politici voor nieuwe verantwoordelijkheden geplaatst. Want nu komt het er op aan te streven naar een nieuw akkoord over de interkontinentale raketten.

Naast dit streefdoel, dat naar wij hopen spoedig kan bereikt worden, bestaat het objektief van de vredeskrachten in Europa, en vooral in België, erin om Oost-West onderhandelingen over de konventionele bewapening en over de strategische kernwapens daadwerkelijk op gang te brengen. Dit is een kapitale inzet aan de vooravond van het jaar 2000.

Wij zijn er ons van bewust dat het dynamisme, dat heeft toegelaten om eerste belangrijke suksessen op de weg naar ontspanning te behalen, veel te danken heeft aan de initiatieven van Sovjetzijde. Wij weten dat zij bereid zijn voort te gaan op de weg van ontwapening, om samen formules te zoeken die een evenwicht van de huidige krachten verzekert.

De weg zal misschien lang zijn, en zeker bezaaid met hindernissen.

Het is te hopen dat de kiezers van de verkiezingen op 13 december gebruik zullen maken om duidelijk kenbaar te maken dat wij een politieke meerderheid wenst die gunstig staat tegenover de objektieven van de vredesbeweging en van de 150.000 betogers van 25 oktober jl.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België.

Brussel, 25 november 1987.





KOMMUNISTISCHE  
PARTIJ VAN BELGIË

# PERS

Stalingradlaan 18-20  
1000 BRUSSEL  
Tel. 512.90.12

## PERSBERICHT.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België is ontsteld over de beslissing om het dagblad "La Cité" niet meer te laten verschijnen ; deze beslissing brengt een zware slag toe aan de vooruitstrevende pers in België en aan de democratie zelf.

De K.P.B. is goed geplaatst om te beseffen hoe moeilijk het is een opinie-dagblad in leven te houden, meer bepaald sinds de gevolgen van de neoliberale soberheidspolitik zich uitgestrekt hebben tot het vlak van de perssteun. De K.P.B. verwondert er zich nochtans over dat de eigenaars van "La Cité" deze verantwoordelijkheid op zich genomen hebben op het ogenblik dat, méér dan voor de verkiezingen van 13 december, de mogelijkheid bestaat om druk uit te oefenen om de perssteun terug op een vroeger peil te brengen.

Het Politiek Bureau van de  
Kommunistische Partij van België

• Brussel, 22 december 1987.